

## SOMMAIRE

<b>POLITIQUE INTERIEURE.....</b>	<b>2</b>
VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002.....	2
<i>Ouverture de la session parlementaire</i> .....	2
<i>3<sup>ème</sup> anniversaire de l'investiture de MARC RAVALOMANANA et colloque gouvernemental</i> .....	3
« <i>Mouvance présidentielle</i> » .....	5
<i>Opposition</i> .....	5
<i>Projet de Conférence nationale unique des « 3 N »</i> .....	6
<i>Hommes politiques exilés en France : Affaire RAJAONARIVELO</i> .....	9
<i>Actions de la diaspora malgache en France</i> .....	10
REGIONALISATION DU DEVELOPPEMENT, COMMUNES.....	10
RELIGIONS, RELATIONS EGLISES-ÉTAT.....	10
GOUVERNANCE, CORRUPTION ET BLANCHIMENT D'ARGENT, ELECTIONS.....	12
<i>Activités du BIANCO et du CSLCC</i> .....	13
<b>RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE.....</b>	<b>17</b>
<b>VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES &amp; JUSTICE .....</b>	<b>18</b>
EDUCATION, CRISE UNIVERSITAIRE .....	18
<i>Manifestations étudiantes</i> .....	18
ADOPTIONS, PROTECTION DES ENFANTS, PROMOTION ET DROITS DE LA FEMME.....	19
LIBERTE DE LA PRESSE, MEDIAS .....	20
<i>Journée mondiale de la liberté de presse</i> .....	20
<i>Visa non renouvelé pour Olivier Péguy, correspondant de RFI</i> .....	22
LIBERTES PUBLIQUES.....	23
SECURITE ECONOMIQUE, ANCIENS COMBATTANTS, JUSTICE, PRISONS.....	23
DISCRIMINATIONS, DROITS DES FEMMES, DROIT DU TRAVAIL, SANS ABRIS.....	25
SYNDICALISME, REVENDICATIONS DES UNIVERSITAIRES ET DES MAGISTRATS.....	26
<i>Mouvement de grève du SMM, statut des magistrats, code de déontologie</i> .....	27
<b>ECONOMIE .....</b>	<b>28</b>
BANQUE MONDIALE, FMI, OMC .....	28
COOPERATION, BAILLEURS DE FOND, DETTE EXTERIEURE.....	29
AUTOSUFFISANCE EN RIZ ET SECURITE ALIMENTAIRE .....	30
INTEGRATION REGIONALE (COMESA, SADC) .....	30
ZONES FRANCHES, INVESTISSEMENTS ETRANGER, PRIVATISATIONS.....	31
<i>Zones franches</i> .....	31
<i>Investissements étrangers, mises en concession, privatisations</i> .....	31
COMMERCE EXTERIEUR, COMPETITIVITE ET SUJETS DIVERS .....	33
<b>MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE.....</b>	<b>36</b>
<b>SANTE PUBLIQUE, PAUVRETE, FLEAUX &amp; CALAMITES .....</b>	<b>36</b>

# POLITIQUE INTERIEURE

## ***Vie politique nationale, suites de la crise de 2002***

### Ouverture de la session parlementaire

**Quid du sort du gouvernement SYLLA ?** La session s'annonce houleuse. Les élus auront à s'exprimer sur la cherté de la vie, la recrudescence de l'insécurité, l'effritement du pouvoir d'achat, les abus de pouvoir ainsi que le détournement du riz du gouvernement... Le gouvernement sera sur le banc des accusés. Malgré les fortes rumeurs de remaniement, l'équipe de JACQUES SYLLA résiste contre vents et marées. Les députés envisagent de **déposer une motion de censure** vers la fin du mois. Certains parlementaires issus de la majorité en seraient les initiateurs. Les deux chefs d'Institutions issus du parti TIM sont d'ailleurs **pour le changement de l'actuelle équipe**. (D'après Tribune du 03/05/05)

**La Plate-forme pour la Promotion de l'Etat de Droit (PPED) exige la création de la Haute Cour de Justice.** D'après la Constitution, relèvent de cette cour, qui n'est toujours pas créée : « les Présidents des assemblées parlementaires, le Premier ministre, les autres membres du gouvernement et le Président de la HCC, qui sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment où ils ont été commis. Ils peuvent être mis en accusation par les deux assemblées parlementaires statuant par un vote séparé, au scrutin public, à la majorité absolue des membres composant chaque assemblée » La PPED déclare qu' « il apparaît nécessaire de mettre en place la Haute Cour de Justice **pour la promotion de l'Etat de Droit et pour l'égalité de tous devant la loi** ». (D'après Midi du 04/05/05)

**PPED : non à la vente de terre aux étrangers !** La Plate-forme pour la Promotion de l'Etat de Droit (PPED) s'insurge contre la vente de terre aux étrangers. Elle demande ainsi la suspension de la loi 21 août 2003 : " Tout étranger peut être autorisé à acquérir des biens immobiliers sur présentation d'un programme d'investissement ". **Pour la Plate-forme, le bail emphytéotique suffit amplement à faire développer l'économie malgache.** (D'après La Gazette du 31/05/05)

**Révision de la Constitution : un référendum en vue.** Des députés ont révélé que le régime concocterait la révision de la Constitution par voie référendaire. Parmi les amendements qui pourraient être apportés : l'élection du président de la République **par les grands électeurs; l'annulation des provinces autonomes et la non-limitation du mandat présidentiel** (limité à deux par l'actuelle loi fondamentale). Ces grands électeurs seraient constitués par les parlementaires, maires, et les conseillers régionaux qui restent encore à élire. (D'après La Gazette du 04/05/05)

**Gouvernement/Assemblée nationale : un face-à-face qui a enchanté l'opposition.** Ces derniers ont pu s'exprimer sur tous les sujets : l'importation de vaches laitières, le secteur eau et électricité en pleine crise, la prochaine tenue de la conférence nationale ... Ceux qui ont pris la parole ont pu déverser toute leur hargne contre le pouvoir étant donné que le temps de parole n'a pas été limité. (D'après Matera du 24/05/05)

**Face à face Gouvernement-Assemblée Nationale : quand la Présidence note... MARC RAVALOMANANA** a profité du face à face pour tester la performance de l'Exécutif. 4 proches du chef de l'Etat et quelques experts ont suivi et noté les interventions et réponses des

membres du gouvernement, y compris celles du Premier ministre. Les critères de notation varient de la perspicacité à la capacité de persuasion du ministre, en passant par la maîtrise du sujet, la connaissance des régions et la maîtrise de soi devant les législateurs. Chaque membre est classé en trois. Cette appréciation, effectuée dans la discrétion, devait être remise au Président de la République. (D'après *La Gazette* du 25/05/05)

**La proposition de loi d'amnistie ne sera pas examinée.** La conférence des présidents a fixé les projets et propositions de loi qui seront soumis au vote des députés. Parmi ces projets et ces propositions figure la proposition portant loi d'amnistie. Malheureusement, la conférence des présidents, où le TIM représente la majorité, a catégoriquement rejeté cette proposition de loi relative à l'amnistie sélective, élaborée à l'époque par les chefs de partis membres de la SPDUN. *MARSON EVARISTE a vainement essayé de convaincre ses collègues du TIM qu'il est grand temps de se pencher au retour des exilés politiques et au cas des personnes impliquées dans l'affaire 2002.* (D'après *Tribune* du 27/05/05)

### 3<sup>ème</sup> anniversaire de l'investiture de MARC RAVALOMANANA et colloque gouvernemental

**Les gouvernants en atelier de travail pour fêter le 6 mai, 3<sup>ème</sup> anniversaire de l'investiture de MARC RAVALOMANANA :** c'est par le travail, son leitmotiv, que le 3<sup>ème</sup> anniversaire de son accession au pouvoir sera célébré. L'atelier sera notamment consacré au *transfert d'expériences internationales* pour renforcer le leadership et le *management gouvernemental* dans la mise en œuvre de la vision présidentielle et de la politique générale de l'Etat. (D'après *Les Nouvelles* du 04/05/05)

Le colloque est conçu pour que les acteurs, membres du gouvernement, secrétaires généraux, chefs de région, ambassadeurs puissent approfondir tous les points de leur « *feuille de route* ». De *nombreux représentants de la Banque mondiale* sont présents. L'atelier examinera, entre autres, *l'Approche Résultats Rapides (RRA)* pour "chercher les moyens permettant d'arriver à des résultats rapides dans la filière riz et dans les secteurs de l'agro-business, du tourisme, du textile, des mines, de la production énergétique, de l'artisanat et de l'électrification rurale. (D'après *Midi Tribune* et *L'Express* du 07/05/05)

**Les bailleurs de fonds doutent des résultats rapides : l'initiative de résultats rapides du gouvernement ne les emballe pas.** "L'objectif de très courte durée peut être une ambition un peu exagérée", a relevé MICHAEL SARRIS, de la Banque mondiale. JAMES BOND, directeur des opérations de la Banque mondiale a également reconnu le programme "ambitieux". Il estime que "la réalisation et la mise en œuvre ne sont pas très élaborées". JEAN CLAUDE BOIDIN, ambassadeur de l'UE, "frappé" par l'objectif du gouvernement, a souligné que le "changement ne peut pas être obtenu rapidement. Les 50 à 150 jours ne peuvent pas être des temps nature pour le développement et permettre de modifier la situation sur le terrain". Pour ce faire, JAMES BOND préconise l'élargissement du cercle des personnes impliquées dans le processus, qui doit être *un peu plus participatif*. Le chef du gouvernement a fait savoir que "le peuple malgache est avide de changement rapide. Le gouvernement lui doit ça car il en est le débiteur". "Il ne faut pas oublier d'où nous venons", a-t-il lancé. ". (D'après *L'Express* du 09/05/05)

**Partenariat privé-Etat - le gouvernement sur la sellette : dans le cadre du colloque, les bailleurs de fonds tirent la sonnette d'alarme.** Ils ont rappelé l'importance du secteur privé dans le processus du développement. SAMIR JAHJAH, représentant du FMI a livré son "impression d'une volonté de se substituer au privé" des responsables gouvernementaux. "Je ne crois pas que cela constitue une bonne solution", a-t-il relevé. "S'il n'y a pas d'implication du secteur privé, on ne peut pas réussir", a aussi souligné JAMES BOND, de la Banque mondiale :

“Le tourisme, le textile, le riz ne sont pas des secteurs pour l'Etat ». BOURI SANHOUIDI, représentant du PNUD partage la même analyse. SAMIR JAHJAH pointe du doigt la **défaillance du gouvernement dans son rôle de facilitation des investissements privés**. Il encourage “le dialogue entre le gouvernement et le privé pour une meilleure compréhension”. HENRI ROGER RANAIVOSON, chief of staff de la Présidence a beau promettre que “le dirigisme n'est plus de mise”, le colloque a mis à nu le **vieux réflexe d'Etat-providence** où l'Etat s'occupe de tout. Ce dysfonctionnement pourrait expliquer en partie le peu d'empressement des investisseurs. Il a mis en exergue la mentalité qui domine encore chez nos hauts responsables après 40 années de centralisme, conjugué avec l'idéologie socialiste sous la IIe République. A partir de ces remarques, c'est l'image du partenariat public-privé, si chère à nos gouvernants, qui se trouve un peu écornée. (D'après L'Express du 09/05/05)

**Palais présidentiel : création d'une « vitrine de Madagascar » sur un terrain désertique.** En marge du colloque, le Président de la République a emmené tous les participants sur le terrain, pour leur faire constater les premiers résultats de la valorisation par une équipe de Task Force, dirigée par le ministre de l'Agriculture, d'un terrain désertique situé dans l'enceinte du Palais. Ce terrain est destiné à des cultures de riz, de fourrages, à des cultures vivrières de contre-saison, de l'élevage de vaches laitières, avec toutes les techniques de fumure, d'irrigation, ainsi qu'à l'aquaculture. 200 paysans ont travaillé sur ces 4 ha de riziculture irriguée, en complément des travaux des engins agricoles. Le Chef de l'Etat a montré ainsi **les fruits de l'Approche de Résultats Rapides dans la pratique**. Cette « vitrine de Madagascar » sera ouverte au public en vue de vulgariser les techniques adoptées dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Elle pourrait être également un parc d'attractions. (D'après Midi du 09/05/05)

A l'image du gouvernement qui suit son 3ème atelier de travail, **les membres de la représentation nationale seront en formation** organisées par l'Union Européenne et le consortium Assemblée nationale française – Sénat français – Institut International de Paris la Défense, du 17 au 20 mai. (D'après Midi du 07/05/05)

**Présidentielle 2001 - RAVALOMANANA : 3 ans déjà :** lors de sa prestation de serment, le Président avait promis “qu'afin de lutter contre la pauvreté et de permettre à tous les citoyens de participer et pour que tout le monde se sente concerné, nous allons organiser, au moment voulu, **une Conférence nationale** au terme de laquelle notre Démocratie sortira renforcée et le développement plus soutenu. J'estime que la tenue de cette Conférence nationale constitue, une fois de plus, la ferme volonté du régime que je préside, de promouvoir la véritable démocratie fondée sur le concept du fihavanana malagasy”. Les opposants au chef de l'Etat l'ont pris au mot. Le CRN, le RFN et la SPDUN exigent cette réconciliation nationale dans leur conférence unique. (D'après L'Express du 06/05/05)

**Véritable investiture présidentielle : 22 février ou 6 mai 2002 ? Les dates de la discorde.** MARC RAVALOMANANA est confronté à un dilemme. S'il fixe la légalité de son avènement au pouvoir au 6 mai 2002, il offre un argument à l'opposition qui ne manquera pas **d'attaquer pour illégalité ses actes antérieurs à cette date**. Mais si la date du 22 février 2002 est retenue, la présidentielle doit être avancée entre le 22 décembre 2006 et le 22 janvier 2007. Il appartient à la HCC de statuer. **Si elle opte pour le 6 mai 2002, elle va permettre aux ratsirikistes d'intenter une révision de leur procès**, car ils ont été condamnés avant cette date. Les débats se situent en fait sur la question de savoir qui entre le pouvoir RAVALOMANANA et celui de RATSIRAKA a perpétré l'usurpation de fonction entre le 22 février 2002 et le 6 mai 2002. (D'après La Gazette du 07/05/05)

## « Mouvance présidentielle »

**La situation socio-économique et politique vue par le Grad-Iloafo :** *« Madagascar au même rend que la Somalie, l’Ethiopie, le Mali et la Mauritanie... »* Ce constat amer, voire catastrophique repose sur le rapport publié en 2004 par la CNUCED. Madagascar fait partie de ces pays du Tiers Monde dits pays du “*Sud régressant*”. Le parti précise: *« Nous sommes partants pour cette conférence nationale car l’objectif ne sera pas de renverser le régime, mais d’effacer les séquelles de la crise 2002 et de trouver des solutions pour la reconstruction du pays. »* Le Grad-Iloafo lance un appel au TIM, le parti au pouvoir, pour qu’il reconnaisse cette conférence nationale comme étant la seule et unique voie pour la sortie de la crise. *“ Le TIM veut-il que Madagascar connaisse le même sort que le Togo actuel aux prochaines élections présidentielles ? ”* (D’après Tribune du 13/05/05)

**MANANDAFY RAKOTONIRINA président du MFM au 53<sup>ème</sup> congrès de “L’International Libéral” de Sofia.** *« L’International Libéral ”* fondé en 1947, représentant la fédération mondiale des partis politiques libéraux avec 90 membres, est actuellement le réseau prééminent des partis visant le renforcement de la démocratie libérale dans le monde. Epousant les idéaux du libéralisme, tels le respect des droits de l’homme, du libre-échange et l’édification de la démocratie, le MFM est encore membre observateur. Un délai d’observation de 3 ans est exigé avant une adhésion ferme. Depuis la réunion de 2003, le MFM *s’est engagé à construire et à sauvegarder une société libre, équitable et ouverte à Madagascar*, où les valeurs de liberté et d’égalité sont primées. C’est peut-être dans ce sens, que la position de MANANDAFY RAKOTONIRINA, conseiller spécial de MARC RAVALOMANANA mais qui exige une amnistie politique, semble mal comprise par l’opinion publique. (D’après La Gazette du 14/05/05)

**ALAIN RAMAROSON, président du Masters, officialise son divorce avec le régime et crée le Mouvement des Citoyens pour la Sauvegarde de la République (MCRS).** Il reproche au pouvoir d’avoir totalement ignoré ceux qui ont activement œuvré pour l’avènement de RAVALOMANANA en 2002. Lors de la présentation du MCRS à la presse, plusieurs personnalités membres du RFN, du CRN et de la SPDUN ont répondu présentes à l’appel. (D’après Midi du 21/05/05)

## Opposition

**Enquêtes parlementaires : 3 dossiers pour le CRN :** les parlementaires de cette formation vont demander l’ouverture de 3 enquêtes. Le premier dossier se rapporte *aux armes de guerre découvertes dans la cour de Magro* (entreprise appartenant au chef de l’Etat) à Toamasina. Le second concerne des opérations de *privatisation d’entreprises d’Etat* qui manquent de transparence : elles sont apparemment tombées entre les mains des sociétés présidentielles. Le troisième porte sur la *déclaration de patrimoine* à laquelle le chef de l’Etat n’est pas assujéti. Ce dernier a pourtant un patrimoine important dont la provenance peut faire l’objet d’un exercice de transparence... (D’après La Gazette du 07/05/05)

**SYLLA tend la main à l’opposition :** par devoir envers le peuple, le Premier ministre estime utile la collaboration avec l’opposition. *“ Il faut maintenant laisser de côté les différends politiques ”*, a-t-il lancé en marge de la clôture du colloque gouvernemental. *“ Il faut travailler ensemble pour le bien du pays ”*, a-t-il continué. Le chef du gouvernement motive cette déclaration *“ par la concurrence farouche provoquée par la mondialisation ”*. (D’après L’Express du 09/05/05)

**Le président du parti RPSD Vaovao VONINAHITSY JEAN EUGENE parmi les potentiels candidats à l'élection présidentielle de 2006.** *« Bien que j'en ai l'ambition, je n'ai pas encore déclaré ma candidature. Seul le congrès national peut en décider »* a-t-il cependant déclaré. (D'après Tribune du 11/05/05)

**SPDUN : «Le groupe Tiko domine les activités économiques».** Les parlementaires de la SPDUN sont montés au créneau afin de dénoncer l'emprise du groupe Tiko, dont le Président de la République est le fondateur-propriétaire, sur l'ensemble des activités économiques dans le pays. *« Tous les secteurs de l'économie sont désormais entre les mains de ce groupe »*, ont martelé les parlementaires, provoquant ainsi une **concurrence déloyale**. Cette situation est **dissuasive** pour les autres opérateurs économiques. Pire, les grandes sphères des départements ministériels ainsi que de certaines Institutions sont occupées par les *« Tiko-Boys »*. Cette situation est aggravée par **l'absence d'une loi sur la concurrence**. (D'après Tribune du 17/05/05)

**Tension à Toliara - 5 opposants, membres d'un groupement proche du CRN, arrêtés.** Cet événement **fait monter d'un cran la tension** déjà palpable entre le régime et l'opposition. A une semaine de la conférence régionale de Toliara et à 15 jours de la conférence nationale, ce n'est pas de bon augure. La série d'arrestations a été précédée de perquisition. Pour l'instant, les informations sont encore confuses sur les circonstances qui entourent ces arrestations. *« Déstabilisation, atteinte à la sûreté de l'Etat »* auraient été invoquées pour justifier l'opération. (D'après L'Express du 21/05/05)

D'après les responsables de la police, **« les armes qui ont été retrouvées font partie de celles qui ont été utilisées pendant la crise de 2002. Leur utilisation tant dans les différents vols de zébus que dans les attaques à main armée est une stratégie pour essayer de démontrer la faiblesse du pouvoir »**. (D'après Les Nouvelles du 21/05/05)

**Toliara sous surveillance - les 4 inculpés transférés au centre de détention d'Antananarivo.** La conférence régionale de l'opposition est mal partie avec l'arrestation des 4 organisateurs impliqués dans l'affaire de détention d'armes retrouvées dans la capitale du sud. La conférence régionale prévue à Toliara est dans l'impasse. La corde est de plus en plus tendue entre les organisateurs du grand sommet politique et le régime. (D'après L'Express du 26/05/05)

### Projet de Conférence nationale unique des « 3 N »

**Timides premiers pas pour la conférence nationale :** 700 personnes ont assisté à la première rencontre organisée par le CRN, le RFN et la SPDUN dans la capitale. Son comité d'organisation s'est montré prudent et a préféré renoncer à une manifestation de grande envergure. *« Faute d'autorisation »*, les organisateurs se sont rabattus au siège de l'AKFM. D'autres rencontres à Antananarivo sont prévisibles. Des organisations au niveau des quartiers vont être mises en place. Il est difficile encore de jauger l'adhésion de l'opinion publique à la conférence nationale, il faut attendre d'autres rendez-vous pour mesurer l'ambition nationale revendiquée par les trois « N ». (D'après L'Express du 02/05/05)

**Le MFM, de la mouvance présidentielle, était parmi les grands absents de cette première conférence publique.** Pourtant, ce parti de la mouvance présidentielle avait toujours été représenté aux réunions du comité préparatoire. MANANDAFY RAKOTONIRINA y était très assidu. (D'après La Gazette du 02/05/05)

**Pour MARA NIARISY, membre du comité d'organisation, « Cette conférence nationale ne sera pas celle de l'opposition. Trois thèmes y seront traités : réconciliation nationale, démocratie et**

bonne gouvernance, et redressement économique et social. Ce n'est pas pour faire le procès du pouvoir mais pour se pencher sur le devenir de ce pays. On ne peut pas par exemple accepter qu'à chaque fois l'alternance se fasse dans un bain de sang, **il nous faut une alternance démocratique**. Le régime actuel est né d'une crise, il faut une fois pour toute songer à la réconciliation pour dissiper les séquelles de cette crise. Tous les protagonistes ont commis des fautes et ils doivent se pardonner mutuellement. Comment pourrions-nous faire face à l'élection présidentielle prévue en fin 2006 sans réconciliation. Est-ce que les tenants actuels du pouvoir accepteraient l'alternance en prison s'ils perdent cette élection ? » (D'après La Gazette du 02/05/05)

**Pour le président de l'Assemblée nationale :** « **Les initiateurs de la conférence n'ont aucune légitimité populaire** » Il a comparé « les velléités de troubler l'ordre public » à des actes de « terrorisme » ; ses initiateurs « n'ont pas de légitimité populaire et ne pourront pas ainsi s'arroger le droit de parler au nom du peuple ». Cette attaque ne fait que s'ajouter aux critiques émises par les tenants du régime, lesquels ont déjà fustigé l'entreprise, **une entreprise qui semble d'ailleurs boudée par la société civile et les opérateurs économiques**, mais soutenue surtout par des politiciens, quelques hommes d'église et quelques dirigeants de syndicats, peu suivis par leurs adhérents. (D'après Midi du 04/05/05)

**Le parti au pouvoir en campagne contre la conférence nationale :** en réaction au discours au vitriol du Président de l'Assemblée, des partisans de la conférence nationale ont crié au scandale. Un parlementaire de l'opposition estime qu'il s'agissait d'une « provocation ». Pour faire face à la réaction vigoureuse du parti au pouvoir, l'opposition prévoit de nouvelles séances de sensibilisation. A un mois de la conférence, **le débat entre le parti présidentiel TIM et les groupements de l'opposition s'envenime**. Initialement, la conférence était censée être une conférence de « réconciliation » mais le parti au pouvoir a refusé d'y participer. En définitive, la rencontre ne peut que constituer un conclave pour l'opposition afin de définir sa position sur la vie sociopolitique nationale. (D'après Matera du 05/05/05)

**Difficile campagne à cause de la TVM et de la RNM :** l'image que les gens en provinces ont de cette conférence nationale pour la reconstruction du pays, c'est l'image négative offerte par la TVM et la RNM, les 2 chaînes publiques qui disposent seules d'une couverture nationale. « Les gens en provinces sont dopées par **la désinformation de la TVM et de la RNM** qui essayent d'inculquer dans l'opinion qu'en organisant cette conférence nationale unique, l'opposition a pour **objectif de renverser le régime en place** », ont déploré les organisateurs. (D'après Tribune du 09/05/05)

**SYLLA défie l'opposition de réunir 10 000 personnes à la Conférence nationale.** Sûr de lui, il a donné verbalement aux 3 entités **l'autorisation de tenir la conférence nationale**. « Allez-y si vous y parvenez », a-t-il lancé. « Nous ne vous avons d'ailleurs jamais empêché d'organiser votre conférence nationale », a poursuivi le Premier ministre. Pour lui, les doléances de l'opposition relatives au refus des autorisations administratives ne constituent que « des prétextes pour dissimuler l'incapacité de cette dernière à réussir son projet ». « Ne nous imputez pas les conséquences de vos hésitations », a-t-il ajouté. Malgré tout, **le gouvernement se tient prêt à intervenir en cas de débordement ou d'affrontements**. En cas de troubles, il y aura des arrestations. Le chef du gouvernement se dit « prêt à faire face à ses responsabilités et à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour assurer l'ordre public ». (D'après Les Nouvelles du 24/05/05)

**Où se tiendra la conférence nationale ?** « Antananarivo n'est pas le théâtre de la politique politicienne. Nous sommes à l'heure du développement et non à ces balivernes politiques ». C'est ce qu'a répondu le maire, PATRICK RAMIARAMANANA, à la question de savoir s'il donnerait ou non autorisation à l'utilisation de locaux placés sous la responsabilité de sa commune, au cas

où les initiateurs de la conférence nationale la lui demanderaient. Pour le Premier magistrat de la capitale de Madagascar, « *le débat politique a son lieu tout indiqué, notamment le Parlement, dont l'Assemblée nationale* ». (D'après Midi du 25/05/05)

**Faute d'autorisation de la commune d'Antananarivo, les assises nationales se tiendront dans une propriété de l'un des organisateurs**, ALAIN RAMAROSON président du Mouvement des Citoyens pour la Sauvegarde de la République. D'un œil extérieur, il semble y avoir un flou organisationnel du côté du RFN, du CRN et de la SPDUN. Pour l'heure, aucune information sur le fonds de préparation n'a été divulguée, aucun signe ne laisse présager, dans la rue ou dans les médias, de la tenue prochaine de telles assises. (D'après Midi du 26/05/05)

**Plus d'un s'inquiètent de ce refus par la préfecture de police d'Antananarivo d'autoriser les 3 "N" à tenir cette conférence dans des endroits publics.** Un membre de la plateforme a déclaré : « *Désormais, nous nous attendons à tout, même au pire car à cette allure, cette conférence nationale risque d'être perturbée* ». (D'après Tribune du 26/05/05)

Pour le préfet de police d'Antananarivo. « *Le principe de la liberté d'expression est toujours maintenu, mais que les organisateurs de ces assises respectent la loi et les procédures en vigueur* ». Les actes provocateurs ne sont pas admis, ni les propos diffamatoires. Il faut veiller en outre à l'ordre et à la sécurité publique. Cette conférence étant une réunion publique, une autorisation préalable est indispensable. Etant donné que ce sommet se tiendra dans un domaine privé à Andoharanofotsy, l'octroi de son autorisation relève désormais de ce même district. « *La demande d'autorisation devrait être déposée dix jours avant la conférence* », rappelle le préfet de police. (D'après L'Express du 27/05/05)

**Le SMM sera présent les 2 et 3 juin à la conférence nationale** du RFN, du CRN et de la SPDUN ; il n'y assistera pas en tant que participant, mais **à titre d'observateur** impartial, a déclaré son Secrétaire général. (D'après Midi du 27/05/05)

**A l'approche de la conférence nationale le régime s'affole !** On vient d'apprendre que les délégués de diverses régions ont reçu des *menaces et des intimidations*, notamment les agents de l'Etat. Par ailleurs, les conférences régionales ont déjà reçu la visite des éléments perturbateurs. Les yeux du monde entier sont braqués sur la Grande Ile depuis un certain temps et le seront davantage au début du mois prochain. On vient d'apprendre que des journalistes étrangers seront présents durant la tenue de la Conférence nationale. Ils seront les témoins du bon déroulement ou non de cette rencontre ainsi que du niveau de démocratie dans la Grande Ile. (D'après Tribune du 27/05/05)

**Conférence régionale à Toliara : l'opposition réclame un gouvernement d'union nationale.** Plus de 1000 personnes se sont penchées dans le calme durant 2 jours sur les affaires nationales. Les résolutions issues de ces assises ont été claires : *rétablissement des valeurs morales malgaches, redressement de l'économie, relaxation sans conditions des détenus politiques et surtout mise en place d'un gouvernement d'union nationale*, condition sine qua non du processus de réconciliation nationale. Réussite de cette conférence provinciale, affirment d'une part les partisans de la réconciliation nationale, une forme de déstabilisation dénoncent d'autre part les parlementaires proches du TIM. (D'après L'Express du 30/05/05)

**Ballet de "princes" au palais d'Iavoloha : pour NDREMANJARY JEAN ANDRE : « Le recours aux Ampanjaka [notables côtiers traditionnels] est un signe de déclin !** *La fin de ce régime est proche et je crains fort que Ravalomanana n'aille pas jusqu'au bout de son mandat* ». La déclaration est de l'ancien ministre des Sports, qui rappelle que l'invitation des Ampanjaka au palais présidentiel est un signe de panique. Des invités qui ne sont souvent appelés qu'en période

de campagne électorale ou de crise politique. Il reproche au pouvoir *d'utiliser ces roitelets à des fins politiques*. « Il faut les laisser là où ils sont, car Madagascar est un pays démocratique, et l'Etat devrait faire plutôt appel aux institutions qu'à eux ». Des *rencontres d'apparat* que seul le Palais d'état peut abriter, pour donner le change dans le grandiose et la mégalomanie. Des apparences destinées à jeter de la poudre aux yeux et qui commencent par l'acheminement par avion ou hélicoptère présidentiels des roitelets de tous les coins de Madagascar. Ce recours aux roitelets a été utilisé à des fins bien précises par des prédécesseurs du Président de la République, qui ne fait que les imiter, toujours pour la bonne cause. Celle qui consiste à entendre des propos d'éloges, d'allégeance et d'approbation de la bouche même de ces supposés leaders d'opinion, lesquels sont sollicités pour donner du poids au régime dont la légèreté constante n'a d'égale que sa désinvolture devant les souffrances du peuple. (D'après La Gazette, Matvonline et Les Nouvelles du 27/05/05)

**Au palais d'Iavoloha : grande mobilisation les 2 et 3 juin :** MARC RAVALOMANANA tiendra une grande réunion les 2 et 3 juin, au palais présidentiel, dont le principal ordre du jour aura trait au DSRP (Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté). Ainsi, grands barons du régime, élus, secteur privé, société civile et bailleurs de fonds seront invités à participer à ces assises. L'on a même avancé que le chef de l'Etat compterait convier l'opposition. Ce rendez-vous, qui pourrait revêtir le caractère d'une « conférence nationale sur la lutte contre la pauvreté », *coïncidera avec la conférence nationale des 3N, prévue pour les 2, 3 et 4 juin*. (D'après La Gazette du 27/05/05)

*L'opposition crie à l'imposture*. Malgré les explications techniques fournies par le ministre, le rendez-vous gouvernemental s'apparente à une contre-offensive au projet de l'opposition afin "d'occuper le terrain". (D'après L'Express du 31/05/05)

**Tension latente entre le gouvernement et l'opposition : PETY RAKOTONIAINA, maire de Fianarantsoa, ne voit pas d'issue favorable.** Face à la conférence nationale qui cristallise le bras de fer, il dresse deux scénarios dont l'issue est identique : "Soit le gouvernement interdit la conférence nationale, et c'est le conflit. Soit il participe au projet de l'opposition mais n'accepte pas les résolutions, c'est toujours le conflit". (D'après L'Express du 21/05/05)

Pour avoir été le meneur des mouvements populaires de 1991 et de 2002 à Fianarantsoa, il s'est rendu compte que "ce type de conflits a été à l'origine de l'appauvrissement du pays". "Si des affrontements venaient à se produire, les Malgaches seront encore plus pauvres qu'ils ne sont aujourd'hui. Si PETY RAKOTONIAINA a un conseil à donner à MARC RAVALOMANANA et son équipe, ce serait non seulement de laisser se dérouler la conférence nationale, mais même d'y participer. "En persistant à ne pas vouloir de la conférence nationale, l'Etat donne une importance trop grande à l'opposition", a-t-il annoncé. Le maire de Fianarantsoa craint surtout qu'avec l'intransigeance du régime, *la situation politique ne dégénère en affrontements*. (D'après Les Nouvelles du 21/05/05)

### Hommes politiques exilés en France : Affaire RAJAONARIVELO

**Peine ramenée à 3 ans ferme : la justice a confirmé sa culpabilité.** Il écope de 3 ans de prison ferme, avec mandat d'arrêt à l'audience. Ce verdict n'arrange pas le secrétaire national de l'AREMA, encore en exil à Paris. Et ce d'autant plus qu'il a encore à faire face à un autre procès relatif à une "importation sans déclaration". "5 ou 3 ans, cela ne change rien, souligne Me WILLY RAZAFINJATOVO. *Nous introduisons tout de suite un nouveau pourvoi en cassation* ». « C'est clair, l'arrêt, prouve l'existence de répression politique », constate HARINAIVO RASAMOELINA, membre du bureau politique de l'AREMA. Un autre procès en appel concernant l'ancien vice-premier ministre devait également se dérouler. L'affaire est renvoyée au 17 juin. L'administration douanière demande ce report afin d' "éviter toute fausse

*interprétation*". Sur cette deuxième affaire, l'ancien vice-premier ministre est déjà sous la condamnation d'un an de prison ferme. L'AREMA et son secrétaire national se trouvent donc dans une mauvaise posture. Avec ces procès en cascades, l'avenir politique de PIERROT RAJAONARIVELO se trouve en pointillé. (D'après L'Express du 28/05/05)

Le sort de Pierrot Rajaonarivelo *se trouve pour la seconde fois, entre les mains de la Cour suprême* qui n'a qu'une seule alternative : rejeter le pourvoi ou casser l'arrêt. Dans le premier cas, toutes les voies de recours seront alors épuisées ; et dans la seconde hypothèse, la Cour suprême, fort de son pouvoir d'évocation, serait alors juge de droit et juge de faits. En tout état de cause, l'affaire ne reviendra plus au niveau des juridictions inférieures. (D'après Midi du 28/05/05)

## Actions de la diaspora malgache en France

**Dans un communiqué, le Rassemblement des Malgaches de France (RMF) souligne un décalage important entre la façon dont la communauté internationale perçoit la bonne gouvernance, la stabilité, la croissance de notre pays et le vécu au quotidien que nous connaissons** en l'occurrence la misère, la confrontation permanente de la population avec la violence et avec les forces de répression, et la fonte du pouvoir d'achat. Car, en dépit de la précarité sans précédent des conditions de vie de la population et des exactions commises par le régime, Madagascar est regardé comme un modèle de coopération par les bailleurs de fonds. Jamais auparavant nous n'avions bénéficié d'autant de prévenances et de faveurs de la part des pays amis et des Institutions multilatérales. (D'après Tribune du 13/05/05)

## **Régionalisation du développement, communes**

**Selon le ministre ANGELIN RANDRIANARISON, les communes auront d'ici peu les subventions promises pour l'exercice 2005.** Des maires commencent à se poser des questions quant à la volonté politique de l'Etat qui prône haut et fort un "*développement par les communes et pour les communes alors que les crédits pour notre fonctionnement ne sont même pas alloués*". Certains maires voient même dans ce retard un coup bas politique à leur encontre. (D'après L'Express du 23/05/05)

## **Religions, relations Eglises-Etat**

**Secte Jesosy Mamonjy - bataille sur la succession de DAOUD :** le problème de succession du révérend DAOUD MONHIR, mort en février 2004, reste d'actualité au sein de l'Eglise Jesosy Mamonjy. Le conseil d'administration de cette association dénonce *l'existence d'une personne américaine*, JACK MARVIN SKENNER, qui se prétend l'héritier du révérend DAOUD, fondateur de Jesosy Mamonjy. Cette personne se déclare avoir été béni par le révérend DAOUD pour diriger l'International Bible Association (IBA), la dénomination de l'imprimerie de l'Association Jesosy Mamonjy à Dallas. (D'après L'Express du 06/05/05)

**Assemblée Nationale : une curieuse minute de silence.** Le président de l'Assemblée nationale a infligé à l'assistance une inattendue minute de silence afin « *d'adresser des prières pour un déroulement harmonieux de la session ordinaire* ». Lors des premières sessions de l'actuelle législature, la séance inaugurale était agrémentée d'un culte complet. L'initiative fut attaquée et raillée par les opposants qui enfourchèrent la laïcité de l'Etat comme cheval de bataille. Suite aux sarcasmes, le culte fut abandonné. JEAN LAHINIRIKO, on le sait, est un «

*mpiandry* » [exorciste]. Il est un tenant des cultes lors des réunions officielles et s'élève contre ceux qui dénoncent l'amalgame Eglise-Etat. (D'après *La Gazette* du 04/05/05)

**La FFKM, moins sévère qu'en juin 2004, relève quand même les difficultés vécues par le pays :** attendues par la classe politique depuis plusieurs mois, les réactions du Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes (FFKM) aux difficultés socio-économiques ont été publiées à l'occasion de la Pentecôte. Les 4 chefs d'Eglise encouragent les Malgaches *“à prier et à persévérer”* malgré *“les difficultés traversées par le pays»*. Pour la FFKM, ces difficultés sont certes liées *“aux efforts nécessaires au redressement et au développement”*, mais elles sont aussi dues à *“l'intolérance, l'insatiabilité, la mauvaise foi et l'absence de dialogue et d'écoute mutuelle”*. Des propos qui se veulent conciliants sans être tout à fait complaisants, et qui ne précisent pas lequel du pouvoir ou de l'opposition est le plus à blâmer. Depuis le congrès de juin 2004, plusieurs changements sont intervenus au sein de la FFKM. Le nouveau responsable de la FJKM, le pasteur LALA RASENDRAHASINA, est devenu le président du RFN, coorganisateur de la conférence nationale. Le nouveau président de la FLM, le pasteur ENDOR MODESTE RAKOTO, est devenu depuis, conseiller à la Présidence de la République. Enfin, le père REMY RALIBERA, Secrétaire Général du Conseil, a participé activement avec le pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA à la fondation du RFN. (D'après *Les Nouvelles* du 17/05/05)

**Lors d'une rencontre au Palais présidentiel, les ténors du FFKM annoncent qu'ils ne participeront pas à la conférence nationale.** Face à la conjoncture actuelle, ils en appellent à la patience. Car, pour eux, ce n'est qu'une étape difficile et une épreuve à traverser. Les dirigeants sont en train de redresser la situation. Les chefs d'églises, notamment le père Remy RALIBERA et le pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA, qui y participeront, *ne le feront qu'en leur nom personnel*.

En accord avec le Président, les chefs d'églises ont également affiché la volonté de *sensibiliser la population sur l'amélioration de l'agriculture à Madagascar*. Ils semblent cautionner l'existence et le développement de la ferme d'Iavoloha [située dans l'enceinte du Palais présidentiel], dite « *Vitrine de Madagascar* ». (D'après *Midi et Matera* du 18/05/05 et *La Gazette* du 19/05/05)

**La prise de position du FFKM ruine les espoirs de l'opposition.** Le temps de la bonne entente entre le régime et l'Eglise vit à nouveau de beaux jours. (D'après *L'Express* du 18/05/05)

**La déclaration des chefs d'Eglise a surpris du côté des partisans de la conférence nationale.**

Les 4 convives de MARC RAVALOMANANA ont su profiter de l'occasion pour déclarer publiquement leur *“durable”* sympathie envers le régime. Du côté des opposants, cette prise de position suscite des reproches et des remarques. Pour le secrétaire national adjoint de l'AREMA, la réaction des chefs d'Eglise *marque leur complicité avec le régime et confirme leur responsabilité dans la souffrance du peuple*. Il a pointé du doigt le chef de l'Eglise catholique, le Cardinal GAËTAN RAZAFINDRATANDRA : *“le Cardinal aurait dû être prudent dans ses propos et doit tenir compte du fait que tous les croyants catholiques ne sont pas forcément pour le régime»*. Pour l'AREMA, l'Eglise est entraînée dans le *“sale jeu”* des tenants du pouvoir. Cette sympathie envers le régime n'est pas un fait nouveau. Le FFKM a largement contribué à l'accession de MARC RAVALOMANANA au pouvoir en 2002 et l'alliance se maintient malgré la situation socio-politique que traverse le pays. (D'après *L'Express* du 19/05/05)

**Père Remy RALIBERA : Que vous inspire cet engagement poussé de la FJKM dans les affaires de l'Etat ?** « *Tout effort de développement ne peut être que profitable. Mon interrogation personnelle est la suivante: comment donner une dimension spirituelle et chrétienne au développement ? Car d'autres confessions s'engagent aussi dans le même combat, notamment les musulmans* ». (D'après *Midi* du 09/05/05)

**Père REMY RALIBERA : identifier les facteurs qui ont bloqué le développement.** « Depuis maintenant 45 ans, il y a eu des hauts et des bas dans la manière de gérer les affaires nationales. La conférence nationale sera un retour sur soi pour que tout le monde, dans cet examen de conscience, parvienne à identifier les facteurs qui ont bloqué le développement que l'on veut réel et pérenne. Il faut en parler une bonne fois pour toutes en acceptant de débattre de tous ces problèmes de fond, sans nous voiler la face. Et si la réconciliation nationale peut renforcer l'unité nationale, pourquoi en faire fi ? » (D'après Midi du 09/05/05)

**Le père REMY RALIBERA interpelle le tandem pouvoir – FFKM :** face aux difficultés vécues au quotidien par l'immense majorité des Malgaches, il ne peut plus se taire car ce serait lâcheté de sa part. « A l'exception du gouvernement RAMANANTSOA (1972 – 1975), aucun régime n'a jamais engagé un dialogue véritable avec l'opposition. MARC RAVALOMANANA continue et renforce cette triste et fatale tradition », regrette-t-il. Tout autant qu'il déplore l'incapacité du pouvoir actuel, de répondre aux attentes et espoirs placés en lui en 2001 – 2002. « A mesure que les différentes institutions et structures supposées démocratiques ont été mises en place et que les aides affluent, le peuple s'enlise de plus en plus dans la pauvreté », constate-t-il. REMY RALIBERA s'interroge « si son partenariat avec l'Etat, fait renoncer à l'Eglise, à son rôle de prophète ». (D'après Midi du 31/05/05)

L'annonce de la gravité de la situation cache mal des mesures qui seront prises incessamment, à commencer par des *licenciements* au sein de la Jirama. La seconde mesure concerne la *hausse des tarifs*, avec pour conséquence de précipiter la population déjà exsangue dans les abîmes de la pauvreté. Mais qu'attend donc cette société allemande titulaire du contrat de gestion pour faire preuve de son savoir-faire encensé par les dirigeants, et pour injecter de l'argent frais en vue de sauver non seulement la Jirama mais également le pays ? (D'après Matvonline du 31/05/05)

**Père REMI RALIBERA : révolte contre le cardinal.** « En principe, l'Eglise se doit de prendre la partie des faibles et non des puissants du pouvoir ; en tant que citoyen et en sa qualité de personnalité respectée, le cardinal doit prendre une part active dans la vie de la nation ». « Je ne peux pas me taire en voyant que la vie de la majorité des Malgaches se détériore de jour en jour ». Le Père RALIBERA donne ainsi le ton de la conférence nationale où les chefs de l'opposition ne feront pas de cadeaux à l'équipe RAVALOMANANA. On ne sait comment se passera désormais la *"cohabitation"* entre le cardinal RAZAFINDRATANDRA et le Père REMI RALIBERA au sein de l'Eglise catholique. Un schisme est à prévoir, vu que des religieux semblent également dénoncer les fréquentes prises de position du cardinal en faveur du pouvoir. (D'après La Gazette du 31/05/05)

**Pasteur MAILHOL (Eglise de l'Apocalypse) : tournée à succès dans tout le pays.** Ses homélies qui prônent le bien-être social des Malgaches et la nécessité de renverser le régime se concluent par de très nombreuses conversions. Ces déplacements ressemblent à une *préparation de la présidentielle*. Le pasteur a d'ailleurs affirmé qu'il sera Président de la République en... 2013. (D'après La Gazette du 09/05/05)

## **Gouvernance, corruption et blanchiment d'argent, élections**

**Gouvernance : les progrès dans le monde sont inégaux, Madagascar cité en exemple.** Selon la Banque mondiale, le monde a fait peu de progrès en matière de gouvernance, même si la bonne gouvernance contribue à améliorer le niveau de vie de la population et à réduire la pauvreté. Elle cite un certain nombre de pays où l'amélioration de la gouvernance sur la période 1996-2004 a été avantageuse sur le plan économique. Elle fait état toutefois d'un nombre à peu près égal de pays où la gouvernance s'est détériorée et d'un nombre encore plus important

de pays où on n'observe aucun changement important. En moyenne, la qualité de la gouvernance dans le monde « est restée stagnante ». La Banque compare la situation dans 209 pays en fonction des 6 indicateurs suivants : être à l'écoute et rendre compte, instabilité politique et violence, efficacité des pouvoirs publics, fardeau réglementaire, état de droit, ainsi que maîtrise de la corruption. Ces indicateurs synthétiques permettent d'affirmer que certains pays ont su améliorer différentes composantes de leur gouvernance en très peu de temps. [...] **On observe des améliorations dans la composante « efficacité des pouvoirs publics » en Afrique du Sud, en Lettonie, à Madagascar, en Corée du Sud, en Estonie et en Bulgarie.** (D'après Département d'Etat USA du 09/05/05)

## Activités du BIANCO et du CSLCC

**Le député VONINAHITSY JEAN EUGENE attaque la déclaration du patrimoine : il à l'«intention de porter l'affaire devant la Chambre administrative». « Ce décret est discriminatoire»** a expliqué le député, qui est favorable à cette idée lancée par le secrétaire général du SMM. « Soit on inclut le Président de la République dans les dix catégories qui doivent se soumettre à cette déclaration, soit on ôte de cette liste les parlementaires », a annoncé le président du RPSD Vaovao. (D'après L'Express du 02/05/05)

**VONINAHITSY JEAN EUGENE a martelé que le BIANCO risque de n'être qu'un instrument politique entre les mains du Président de la République** pour asphyxier « économiquement » ou « financièrement » ses éventuels adversaires aux prochaines élections présidentielles. (D'après Tribune du 13/05/05)

**"Ce sont les députés TIM qui sont contre".** Pour le député de l'opposition VONINAHITSY, ce sont surtout les députés TIM qui sont contre cette déclaration, car ce sont les députés proches du pouvoir qui s'enrichissent rapidement, notamment dans le secteur crevettier, le bois de rose, le riz et tout ce qui est lucratif. (D'après La Gazette du 17/05/05)

**Polémique autour de la déclaration de patrimoine du chef de l'Etat : deux partis de la mouvance présidentielle, le TEZA et l'AVI, ont osé dénoncer le caractère « discriminatoire » du décret relatif à la déclaration de patrimoine des hauts personnages de l'Etat.** Le TEZA suggère que le BIANCO convainc le chef de l'Etat de s'acquitter, au même titre que les parlementaires, de l'obligation de déclaration de patrimoine pour arrêter les polémiques. L'AVI rappelle que tous les citoyens sont égaux devant la loi. (D'après Tribune du 12/05/05)

**Concernant la déclaration de patrimoine, les magistrats affichent une résistance sans précédent** après l'Arrêt de la Cour Suprême qui frappe ce décret de sursis à exécution en ce qui concerne les magistrats. Bien que le BIANCO ait mis en demeure, pour une durée de 2 mois, tous les récalcitrants, le SMM attend que la Chambre administrative rende son verdict sur le fond. L'avertissement du BIANCO reste donc lettre morte jusqu'au prononcé de l'Arrêt. (D'après Tribune du 27/05/05)

**4 500 déclarations de patrimoine déjà déposées :** C'est le département Investigation qui s'occupe du recueil et de la conservation des déclarations du Patrimoine des hauts responsables. Près de 8000 hauts responsables devraient faire cette déclaration. (D'après Tribune du 31/05/05)

**Intervention du BIANCO devant les députés et les sénateurs :** bien que ces élus aient voté la loi régissant cet organisme, certains d'entre eux affichent une résistance sans précédent et haussent le ton en accusant le personnel du BIANCO d'être manipulé et sans aucune indépendance dans ses démarches. (D'après Tribune du 10/05/05)  
Certains sénateurs, notamment de l'opposition, vont profiter de cette intervention pour

*soumettre des dossiers au staff du BIANCO* à titre de saisine officielle. Des dossiers délicats, renfermant, notamment, des affaires de trafics de vanille ou de bois de rose. «*Des trafics dont les commanditaires sont de gros bonnets n'ayant cessé de bénéficier des largesses, sinon des privilèges, de la part de certains hauts fonctionnaires de l'Etat*», a-t-on indiqué. Cette démarche constitue, selon ses initiateurs, «*un acte visant à tâter le pouls du BIANCO sur des affaires impliquant de hautes personnalités* ». (D'après La Gazette du 10/05/05)

*Le député SAINA MICHEL ET FAHARO RATSIMBALISON ont interpellé le DG du BIANCO* sur les «*dossiers*» qui méritent enquêtes et investigations, dont l'importation des 900 vaches laitières, l'importation et la commercialisation du riz gouvernemental, la privatisation de la société d'Etat SOMACODIS, l'achat de l'avion présidentielle «*Force One*»... «*C'est là où le BIANCO doit d'abord mener des enquêtes et non auprès des pauvres parlementaires.*», se sont-ils indignés. (D'après Tribune du 13/05/05)

Le député VONINAHITSY JEAN EUGENE *a qualifié le BIANCO de "dépendant et de corrompu"*. Les députés confirment que «*le BIANCO n'est qu'une machine de coercition permettant de remplir les prisons*». (D'après L'Express du 24/05/05)

**Les services publics sous la loupe du BIANCO**, qui a décidé de mener un audit sur les cas de corruption au sein de l'éducation, dans le projet Education pour tous, et dans le secteur des projets routiers. «*Nous sommes maintenant en train de réfléchir sur la façon d'entamer la même chose au sein des services douaniers*», a fait savoir le directeur adjoint. Le cas du service du domaine et des services fonciers a également été discuté. La société mauricienne KPMG chargée de l'audit de la bonne gouvernance et de l'analyse des cas de corruption au sein de cette direction a remis son rapport provisoire. Cette série d'audits sert, entre autres, à «*identifier les zones de risques de corruption au sein des services publics*». Des recommandations seront ensuite formulées pour prévenir les cas de corruption avérés. (D'après L'Express du 02/05/05)

**Convention de partenariat entre le BIANCO et le Trésor** : la devise de la Direction Générale du Trésor repose sur la transparence - l'efficacité - l'orthodoxie et la lutte contre la corruption dans la gestion des finances publiques. Dans le cadre de la lutte contre la corruption, une convention de partenariat entre le BIANCO et la Direction Générale du Trésor signée par leur Directeur Général respectif. (D'après La Gazette du 02/05/05)

**Corruption : 3 secteurs sont hautement concernés** : les études du CSLCC montrent que 80% des corrompus se trouvent dans les secteurs *des mines, de la pêche et de l'énergie*, secteurs qui génèrent le plus de valeur ajoutée et *qui devraient donc tirer la croissance*. Mais ils sont presque totalement gangrenés par la corruption. Dans le secteur minier par exemple, l'étude montre que 90% des opérations sont concernées par la corruption : le secteur participe au PIB à hauteur seulement de 3%. Il représente seulement 1% des exportations. Or, la Banque mondiale estime que *si les mines sont correctement gérées, elles devraient aider le pays à éponger toutes ses dettes extérieures*. Tous les ans, l'or déclaré se situe à 10kg seulement en moyenne, alors que les professionnels pensent qu'il est possible d'avoir jusqu'à 250kg/an. (D'après Matera du 14/05/05)

**Trafic de saphir : 50 kg par semaine expédiés clandestinement en Thaïlande selon l'"Etat des lieux de la corruption" initié par le CSLCC**. Or «*50 kg de saphir valent, au bas mot, 10 milliards d'Ariary*». Soit 520 milliards par an, l'équivalent du *1/8e de notre budget national*. «*Des élus, hauts fonctionnaires, voire des ministres, sont toujours intervenus en vue de favoriser ces trafics*». (D'après La Gazette du 17/05/05)

**Loi contre le blanchiment d'argent : une mesure anti-économique ?**

D'après cette loi, la carte d'identité ne suffit plus pour pouvoir toucher un chèque émanant d'une tierce personne et d'un montant de plus de 3 millions Ar. Il faut aussi un certificat de résidence ou tout autre moyen permettant de localiser l'adresse réelle du bénéficiaire. *La loi risque d'éloigner davantage la majorité de la population du circuit monétaire et financier officiel.* Dans cette loi, le banquier devient un véritable auxiliaire de la Police. En plus, le banquier est soumis de faire une déclaration de soupçon auprès du service de renseignements financiers en cas de doute sur une opération. (D'après La Gazette du 04/05/05)

Par respect de la *convention internationale contre les produits de crime*, Madagascar s'engage donc à lutter contre ce genre de crime. Les investigations par un service de renseignements pourront commencer dès que les 9 membres du service auront été nommés. Après l'Inspection générale de l'Etat, le BIANCO, voici donc le Service des Renseignements Financiers. Désormais, tout est contrôlé. (D'après Midi du 17/05/05)

La publication de la loi sur le blanchiment, le dépiage, la confiscation et la coopération internationale en matière de produits du crime a jeté le froid dans le milieu économique en raison du fait que *l'opinion et les banques n'y sont pas préparées.* La Banque mondiale et le FMI vont organiser une campagne de communication sur la question. (D'après La Gazette du 24/05/05)

**Change : le blanchiment dope le marché noir.** Le change au noir est en recrudescence. Des banquiers et des opérateurs affirment que ce circuit illégal devient une voie pour blanchir de plus en plus d'argent sale. Mais les acteurs de cette filière opèrent en toute impunité. Des sources concordantes affirment que plus de la moitié des fonctionnaires étrangers travaillant dans des représentations européennes et dans des organismes étrangers s'approvisionnent également sur le marché noir. Des membres de la diaspora malgache en visite au pays optent aussi pour la même voie pour avoir des Ariary. Ce change au noir est essentiellement dominé par des Karana importateurs, souvent des binationaux et aussi une poignée de Malgaches qui ont des comptes dans des banques européennes. (D'après La Gazette du 30/05/05)

**Le concept de médiation, un atout pour la consolidation de l'état de droit :** pour la première fois à Madagascar, une conférence organisée à l'initiative du CAMM (Centre d'Arbitrage et de Médiation de Madagascar) a lancé le concept de médiation. Les intervenants ont prouvé que la médiation, en tant que *moyen de règlement des conflits*, touche toutes les facettes de la vie de la Nation tel que le social, le commercial, les marchés publics, l'environnement, les relations entre l'Etat et les citoyens... Arbitrage ou médiation, les deux procédures contribuent à la consolidation de l'Etat de droit. (D'après Les Nouvelles du 06/05/05)

**Corruption et absentéisme dans les services publics : gangrène des rouages de l'administration.** Selon l'enquête menée par l'INSTAT et l'IRD, *plus d'un Tananarivien sur quatre a été victime d'au moins un acte de corruption de la part de fonctionnaires.* Les ménages les plus pauvres ont dû *verser 7,8% de leur revenu à des fonctionnaires indéliçats*. Par ailleurs, l'absentéisme des fonctionnaires affecte fortement la productivité des services publics. *Près d'un tiers des administrés qui se sont rendus auprès de ces services n'ont pas trouvé les fonctionnaires à leur poste au moment où ils avaient besoin d'eux.* Ce qui les a obligés à y retourner 3 fois avant d'être servis. Ainsi, l'absentéisme, la sous-administration et l'inadaptation des procédures sont les facteurs essentiels qui réduisent la productivité des services publics. En matière de gouvernance, 39% seulement des Tananariviens ont confiance en l'administration fiscale, l'indice de confiance du système judiciaire de 51% et celui de la police de 69%. (D'après La Gazette du 07/05/05)

**Création d'un Inspection Générale des Finances (IGF)** : une restructuration des organes de contrôle des finances publiques est en cours dont la principale innovation est la création de l'IGF. Cette création répond à l'une des recommandations du Country Financial Accountability Assessment (CFAA), qui avait exprimé le souhait qu'un organe de contrôle interne soit créé auprès du MEFB. L'IGF aura un pouvoir de *vérification sur les comptes publics, les ordonnateurs et tout organisme ayant des liens financiers et économiques avec l'Etat*. Le projet du Fonds Africain de Développement comporte aussi une composante devant permettre le *renforcement du contrôle parlementaire* des finances publiques. (D'après *La Gazette du 24/05/05*)

**73% des Tananariviens considèrent que la démocratie fonctionne plus ou moins bien.** Les organisateurs de la conférence nationale devraient se faire une raison. Ils doivent encore fournir beaucoup d'efforts pour conquérir l'opinion d'Antananarivo, cette ville qui, selon un de ses anciens maires, le pasteur RICHARD ANDRIAMANJATO, est "*le pont qui conduit vers le pouvoir*". Ils ne gagneront pas de sitôt la confiance de la population tananarivienne. (D'après *Les Nouvelles du 07/05/05*)

### **Fiabilisation du processus électoral**

***Le code électoral annoté remis au Conseil National Electoral (CNE)*** : l'annotation du code électoral est arrivée à son terme. Les premiers documents sont mis à la disposition CNE. Les institutions étatiques en seront les premiers bénéficiaires. *L'insuffisance des explications, l'incompréhension et la méconnaissance des textes sont souvent source de litiges électoraux* dans notre pays. La crise post-électorale de 2002 en est l'exemple le plus proche et le plus concret. Le souci d'éradiquer ou d'atténuer ces malaises sociaux a amené le CNE à apporter des retouches au code électoral. (D'après *L'Express du 12/05/05*)

***Vers l'informatisation des listes électorales*** : en partenariat avec divers bailleurs de fonds dont l'USAID et l'UE, le ministère de l'Intérieur s'engage à fiabiliser le processus électoral. Notre objectif, a déclaré le général SOJA est d'organiser des élections qui ne feront plus l'objet de contestations : "*Que les incidents de 2002 ne se produisent plus*". Ainsi, l'informatisation de l'ensemble de l'opération électorale dont la confection des listes sera engagée et dès cette année. *Mais le code électoral ne fait pas l'unanimité de la classe politique*. Elaboré durant l'époque de DIDIER RATSIRAKA, il a été vivement critiqué par le candidat RAVALOMANANA ainsi que la FFKM. Pour la classe politique, ce code *favorise les fraudes*. Des voix s'élèvent, notamment au sein de l'opposition, pour la refonte de ces textes. (D'après *Tribune du 19/05/05*)

### **Soutien à l'éducation des citoyens : dons de l'Ambassade de Grande Bretagne au CNOE.**

15 964 200 Ar, telle est la valeur des matériels bureautiques, informatiques et de communication offerts. L'implication du comité dans la promotion de la démocratie et le développement communal nécessite d'énormes moyens et de la volonté. En 2000, l'Ambassade britannique a apporté son premier soutien au CNOE pour la tenue de ses assises nationales. De même, en 2001, lors de la préparation des dernières élections présidentielles, notamment pour la mise en place du Consortium des observateurs. *Depuis, les relations entre les deux partenaires ne cessent de se resserrer*. Depuis sa création, le CNOE est toujours le leader des sociétés civiles en matière d'élections. Son rôle ne se limite pas seulement à l'accomplissement des élections, mais surtout à l'éducation des citoyens. Cela va se confirmer avec le processus de décentralisation et de développement communal. (D'après *L'Express du 14/05/05*)

**Recherches du pétrole off-shore : les Norvégiens mettent en garde.** Soucieux de l'avenir de la Grande Ile après la découverte de cet or noire, l'ambassadeur de Norvège a averti les

autorités malgaches que *l'industrie du pétrole a toujours été gangrenée par la corruption et l'exploitation des pays pauvres* et le pétrole a été à l'arrière-plan de bien de guerres.

Madagascar ne veut certainement pas verser dans les erreurs commises par beaucoup de pays africains producteurs de pétrole, qui ont produit du pétrole depuis des années sans que cela ait changé quoique ce soit dans la vie de leurs populations. A noter que ce pays scandinave aide beaucoup Madagascar dans son combat contre la corruption et ses activités relatives à la bonne gouvernance. (D'après Tribune du 21/05/05)

**Interférences entre affaires de l'Etat et affaires privées : RAVALOMANANA imperturbable.**

Interrogé quant à ce soupçon qui pèse sur un chef d'Etat propriétaire de sociétés multiples et à la tête d'un grand groupe agro-industriel, *l'ambassadeur de la Commission européenne. JC BOIDIN a été clair : il n'y a aucun mal à cela*; d'ailleurs nombreux sont aujourd'hui les chefs d'Etat qui, avant de siéger à la magistrature suprême étaient déjà de gros industriels ou de propriétaires de sociétés. Le président Bush en est un exemple. Sylvio Berlusconi en est un autre. En cas de soupçons d'abus de position dominante, il serait du devoir des services de mettre tout cela au clair. En tout cas, l'inexistence de la loi sur la concurrence ne peut que favoriser ou laisser le champ libre à des supputations et soupçons à l'encontre du groupe Tiko. (D'après L'Express du 25/05/05)

## RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE

**Renforcement de la coopération entre l'Indonésie et Madagascar :** la proximité culturelle et humaine entre les deux nations justifie le renforcement de la coopération bilatérale. Jusqu'à présent, celle-ci a surtout porté sur les bourses d'études, ainsi que le secteur économique et commercial. Une relance est prévue, suite à la visite du président à Djakarta (D'après Les Nouvelles du 06/05/05)

**L'ambassadeur de France, CATHERINE BOIVINEAU, au terme de sa mission.** Arrivée en 2002 en pleine tourmente au sortir de la crise, *sa position était délicate* étant donné la position hésitante de la France vis-à-vis du nouveau pouvoir. 3 ans après, la France reste le premier partenaire de Madagascar dans les échanges commerciaux. Elle est aussi le premier bailleur de fonds. Plusieurs accords ont été signés. JACQUES CHIRAC est venu il y a un an et reviendra bientôt pour conforter cette coopération. De son côté, en 3 ans, MARC RAVALOMANANA a été reçu plusieurs fois à l'Elysée, tout en effectuant deux visites à La Réunion. *CATHERINE BOIVINEAU laisse un bel héritage à son successeur ALAIN LEROY.* (D'après L'Express du 17/05/05)

**L'ambassadeur de Suisse traite des Droits de l'Homme et de décentralisation avec le Président du Sénat.** La coopération entre les deux pays est « *exemplaire* » d'après RAJEMISON RAKOTOMAHARO. La Suisse est disponible pour un échange d'expériences. Pareille collaboration vient à point nommé, avec la mise en place des régions. RAJEMISON RAKOTOMAHARO n'a pas oublié de rappeler que la Suisse figure parmi les premiers pays à avoir reconnu le régime RAVALOMANANA en 2002. (D'après Midi du 18/05/05)

L'ambassadeur suisse a mis l'accent sur le fait *que son pays se trouve dans une position très avancée sur les Droits de l'Homme.* Le président du Sénat a souligné que la politique actuelle du pays en la matière est alignée sur celle de l'Union Africaine, que *des efforts ont été réalisés*, mais qu'il est possible de *progresser sur un plan bilatéral*, soit avec la Suisse, soit avec les Nations unies. (D'après Les Nouvelles du 18/05/05)

**Madagascar président de la Commission Environnement du Parlement panafricain :** la troisième session ordinaire du Parlement panafricain a placé le député GERARD PHILIPPSON à

la tête de la Commission Environnement. *“Les membres du comité Economie rurale, agriculture, ressources naturelles et environnement ont été impressionnés par l'avance de Madagascar en matière de protection de l'environnement, de gestion et de valorisation des ressources naturelles”*, confie le député pour expliquer son élection. Madagascar, par le biais du président du Sénat, GUY RAJEMISON RAKOTOMAHARO, est déjà président du groupe Afrique de l'Est du Parlement panafricain. (D'après Les Nouvelles du 27/05/05)

**Participation de Madagascar à l'Expo 2005 Japon :** MARC RAVALOMANANA a une fois encore présenté son pays comme une « nouvelle terre d'opportunités économiques : Madagascar aspire à être un « Dragon de l'Afrique et de l'Asie » Le thème de cette exposition universelle, « La sagesse de la nature », «coïncide avec l'objectif de la « Vision 2005, Madagascar, naturellement », que j'ai présenté au peuple malgache en novembre 2004 » a-t-il déclaré. (D'après Midi du 31/05/05)

## **VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES & JUSTICE**

### ***Education, crise universitaire***

**10 millions USD pour améliorer la qualité de l'enseignement :** la candidature de la Grande Ile aux fonds de *l'initiative Fast Track de Washington*, déposée en octobre 2003, devrait bientôt aboutir. Madagascar devait fournir un dossier solide validé par l'ensemble des bailleurs de fonds locaux, ce qui est chose faite. Sur les 45 millions de dollars de crédits non remboursables à répartir, Madagascar espère en obtenir 10. (D'après Les Nouvelles du 07/05/05) *Les bailleurs de fonds ont concrétisé leur engagement* en signant avec le ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, la lettre d'endossement du plan « EPT » Les bailleurs ont constaté que l'EPT est cohérent, raisonnable et mérite d'être soutenu. En plus, le montant demandé au secrétaire de l'initiative Fast Track est raisonnable. Par cette lettre, les bailleurs locaux recommandent au secrétaire de l'initiative de financer le gap de 10 millions USD, ressources nécessaires pour la mise en œuvre de l'EPT 2005. (D'après La Gazette du 13/05/05)

**85% des bacheliers arrêtent leurs études, 30% des enseignants en fonction ne sont pas qualifiés.** C'est ce qui a été révélé lors de l'ouverture du salon des métiers et de la formation. Ce qui signifie que la plupart des jeunes entrent dans le monde du travail sans aucune qualification. Pourtant, la Grande Ile compte 6 universités, 7 grandes écoles, 2 instituts supérieurs de technologie, 20 établissements supérieurs homologués et un centre national de télé-enseignement. (D'après La Gazette du 21/05/05)

**Instituts de formation privés : des étudiants se plaignent.** L'insuffisance de place dans les universités publiques pour les jeunes bacheliers a entraîné la multiplication d'instituts d'enseignement privé, dont les écolages sont souvent très coûteux. Une fois les inscriptions effectuées, le déroulement de l'enseignement n'est pas du tout digne de formations supérieures (niveau médiocre et absentéisme de certains enseignants, conditions matérielles inadaptées...) Les diplômes obtenus, prétendument « agréés par l'Etat » se révèlent *dépourvus d'équivalence*, ce qui interdit l'accès aux concours de la fonction publique. (D'après La Gazette du 24/05/05)

### **Manifestations étudiantes**

**Retour au calme à l'Université d'Antananarivo :** 13 jours après les échauffourées, la zone d'ombre qui planait sur l'Université d'Antananarivo se dissipe. Les forces de l'ordre ont

quitté l'enceinte du campus. On ignore cependant si la *franchise universitaire* est rétablie. Les cours ont repris et se sont déroulés dans le calme. L'idée de grève ne hante plus les étudiants, le rattrapage du temps perdu les préoccupe davantage. Ils se soucient désormais de l'effectivité de l'année universitaire. (D'après L'Express du 03/05/05)

**Verdict d'apaisement** - un sursis pour JEAN DORIEN SAMBOTODY, l'un des meneurs de la grève estudiantine, arrêté le 19 avril. Son compagnon ANDREAS MANDEHATSARA est relaxé au bénéfice du doute. (D'après Midi du 10/05/05)

Des étudiants ont réagi : "Nous ne sommes pas satisfaits de ce verdict. Dorien mérite un acquittement pur et simple, ou au moins une relaxe au bénéfice de doute ». Ses collègues ont fermement déclaré que *leur mouvement continue*. Le président de l'université d'Antananarivo persiste à ne pas remettre en vigueur la *franchise universitaire*. (D'après Tribune du 10/05/05)

**Université de Fianarantsoa - Le dialogue avec le ministre HAJA NIRINA RAZAFINJATOVO apaise la tension** avec la population universitaire qui vit, depuis des mois, dans une confusion totale. La grève estudiantine de Fianarantsoa a duré 2 mois. 3450 étudiants, répartis dans 5 filières, n'ont pas pu suivre à plein temps leurs cours. (D'après L'Express du 04/05/05)

**Le ministre a eu une réunion avec les représentants du SECES** et des enseignants de l'Université. La question relationnelle, notamment entre le ministre et les syndicalistes a dominé cette séance. Devant les remarques des enseignants-chercheurs, le ministre a rassuré l'assistance de sa disposition à *favoriser le dialogue*, mais en insistant que celui-ci se tienne dans le *respect mutuel*. (D'après La Gazette du 04/05/05)

**Grève à Toamasina - 8 étudiants arrêtés** : après Antananarivo, Toamasina a été le théâtre d'une violente manifestation estudiantine. L'incident a débuté par la descente d'une centaine de grévistes en colère pour ne pas encore avoir reçu leurs bourses. Ils ont voulu montrer par ces actions qu'ils ne peuvent plus tolérer *le laxisme et la lenteur dans la gestion de leur université*. Cette manifestation a donné lieu une nouvelle fois à la *levée de la franchise universitaire*. (D'après L'Express et Tribune du 19/05/05)

Les 8 étudiants arrêtés ont *tous été relâchés*. (22/05/05)

## **Adoptions, protection des enfants, promotion et droits de la femme**

**Adoption : un véritable enjeu politique !** La question de l'adoption internationale des enfants malgaches est très sensible depuis la suspension des procédures en novembre 2004. Le sujet revêt un enjeu politique dans la relation bilatérale entre les deux pays d'autant que le gouvernement français est intervenu activement en la matière. Les représentants de la commission ad hoc ont tenu à rencontrer les sénateurs afin de recueillir leurs avis dans le cadre de l'élaboration du nouveau projet de loi. Ils ont été unanimes à reconnaître la *nécessité de faire privilégier l'intérêt supérieur de l'enfant*. Pour la ministre de la Justice, la nouvelle loi devrait intégrer les dispositions de la *Convention internationale de La Haye* et permettre de suivre l'enfant adopté afin d'éviter qu'il ne fasse l'objet d'un *trafic*. Le ministre de la Population a mis en exergue l'inconvénient du système d'adoption directe. Celui qui permet à un centre, même non agréé, d'avoir un contact direct avec les parents adoptifs et d'effectuer les démarches administratives requises. Pour d'autres intervenants, nombre de parents adoptifs ne respectent pas le contrat d'adoption, qui les oblige à faire un *rapport annuel sur la vie de l'enfant* à l'Etat malgache. De même, l'adoption nationale a toujours été

mise au second plan alors qu'elle devrait être la règle, et *l'adoption internationale l'exception*. (D'après Midi du 25/05/05)

**Droit des enfants - Un mineur sur trois livré au monde du travail** : près de 2 millions de mineurs baignaient dans le milieu du travail en 1997 et avec la détérioration de la conjoncture, ce chiffre effrayant *a sans doute doublé, voire triplé*. Ces enfants sont livrés à divers types d'emploi, dont certains sordides. C'est dans le but d'éradiquer ce phénomène que le ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales, en collaboration avec le BIT, a conçu la politique nationale de lutte contre le travail des enfants. A travers le *projet IPEC*, programme international pour l'élimination du travail des enfants, ils contribuent à l'abolition du travail des enfants à Madagascar. Ce projet vise à assister le gouvernement malgache et les autres organismes clés dans la mise en place d'une structure de base pour l'élimination effective des pires formes de travail des enfants sur une période de 15 ans. (D'après L'Express du 17/05/05)

**Education : le respect des enfants handicapés**. Les droits des enfants victimes de handicaps physiques sont souvent bafoués. *Le taux de déperdition scolaire chez ces enfants reste élevé*. Moins de 8% arrivent à terminer leurs études secondaires, moins de 13% leurs études du premier cycle. 80% s'arrêtent en primaire. Il va sans dire que la situation des enfants qui accusent un handicap physique demeure encore *précaire*. (D'après L'Express du 25/05/05)

**Handicap du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)** : la délégation malgache à la 49e session de la Commission de la *condition de la Femme* de Beijing + 10 qui s'est tenue à New York, a restitué son rapport. Bien que la formulation des DSRP doive logiquement s'appuyer sur les besoins des pauvres, les politiques conçues pour éliminer la pauvreté *ne sont guère différentes des anciens Programmes d'ajustement structurel*. Elles reflètent la *pensée économique orthodoxe de la Banque mondiale et du FMI* et *n'incluent pas la dimension genre* en tant que variable de l'analyse macro-économique. Cette politique reconnaît uniquement le travail orienté vers le marché et ne tient pas en compte les *activités non marchandes*. Une bonne partie du travail en dehors du marché est un travail de subsistance non rémunéré, domestique et effectué par les femmes pauvres. Pour remédier à la situation de la femme, il faut mettre l'accent sur le renforcement des infrastructures en matière *de promotion de la femme*. Cette mesure s'avère nécessaire si l'on veut atteindre l'objectif du développement du Millénaire. (D'après L'Express du 02/05/05)

## ***Liberté de la presse, medias***

### Journée mondiale de la liberté de presse

*Les chefs d'Etat francophones s'engagent à la dépenalisation*. Lors de la réunion de l'Union de la Presse Francophone (UPF) de novembre 2004, il a été constaté qu'à Madagascar et dans d'autres pays francophones on assiste à des atteintes délibérées et de plus en plus fréquentes à la liberté de presse. Face à ce danger ces assises ont été consacrées à la *protection des journalistes*, aux conditions d'exercice de la profession et à l'évolution des contraintes qui pèsent sur la pratique de ce métier. Dans son *Appel aux chefs d'Etat*, l'Union réclame une nouvelle fois de tous les Etats francophones, *l'abandon des peines d'emprisonnement pour délit de presse*. Elle a lancé un appel aux pays francophones à soutenir l'élaboration d'une nouvelle *convention internationale spécifique sur la sécurité et la protection des*

*journalistes.* ABDOU DIOUF, secrétaire général de l'OIF, a pris acte de l'appel lancé par l'UPF. Par ailleurs, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays francophones, réunis les 26 et 27 novembre 2004 ont abordé les questions liées à la liberté de presse et à la dépenalisation des délits de presse et une résolution a été adoptée, dont MARC RAVALOMANANA est signataire. Toutefois, pour faire taire les médias de la haine, les congressistes ont aussi réclamé la création, au sein des Nations Unies, d'un instrument capable de *juguler le développement de médias haineux et xénophobes* et incité les Etats francophones à protéger leurs journalistes des effets de tels discours. Pour la Grande île, beaucoup reste à faire bien que le chef de l'Etat ait déjà apposé sa signature sur la résolution des pays francophones. Espérons que cet engagement des autorités des pays francophones soit vraiment inscrit dans le *nouveau code de Communication* en phase d'élaboration. (D'après Tribune du 03/05/05)

*Groupe de travail des droits de l'Homme de Madagascar : sur la liberté de presse.* En cette Journée de célébration mondiale de la Presse, ce groupe de travail informel, regroupant le gouvernement, les ONG nationales et internationales, les représentations diplomatiques, affirme sa foi dans les droits et libertés fondamentaux, la dignité et la valeur de la personne humaine, souligne l'importance de la liberté de presse et d'expression dans le contexte de la démocratie et de la bonne gouvernance. (...). Mais la liberté de presse entraîne des responsabilités. Les nouvelles technologies offrent une liberté sans précédent aux nouveaux médias sur l'Internet, *mais il ne faut pas les utiliser pour exacerber l'intolérance ou la haine.* Le groupe de travail est convaincu que la connaissance et l'information doivent être aisément accessibles à tous, y compris aux *populations des zones rurales et aux personnes handicapées.* (D'après La Gazette du 03/05/05)

*La célébration, à Madagascar, de la Journée mondiale de la liberté de la presse a le goût de l'amertume :* le pouvoir de RAVALOMANANA n'a pas, certes, l'apanage de vouloir faire main basse sur la presse, d'autres ont fait pire. Mais l'intention paraît flagrante, le pouvoir cherche à diviser pour régner, en soutenant l'initiative des membres minoritaires du bureau de l'Ordre des journalistes (OJM) (ou ce qu'il en reste *après la démission de 4 de ses membres*) qui vont célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse, et tenir une assemblée générale. (D'après La Gazette du 03/05/05)

*La presse, divisée, à la recherche d'un mouvement syndicaliste :* les journalistes ont célébré dans la confusion la Journée mondiale de la liberté de presse. En effet, si la plupart se sont réunis sous l'initiative du Collectif des associations de presse, une autre aile, composée majoritairement des médias publics (RNM et TVM) et de la presse présidentielle, s'est déplacée à Toamasina, sous la houlette du président de *l'Ordre des Journalistes*, RUFIN RAKOTOMAHARO, *dont la réunion avait le soutien de la Présidence.* Cette *scission interne* remet en cause la fragilité du syndicalisme des journalistes. L'OJM a tenté de reconstituer un bureau, sans avoir le quorum. La division vient du pouvoir en place, *qui veut s'immiscer dans les affaires internes des journalistes*, avec un objectif de dirigisme *«capitaliste.* Le schisme est présent avec ce nouveau bureau *«bidon»* de Toamasina. Il est temps que l'ALJM, seule entité reconnue par la FIJ (Fédération Internationale des Journalistes) joue enfin le rôle d'un syndicat. (D'après Les Nouvelles du 04/05/05)

Dorénavant, *le président du conseil de l'Ordre des Journalistes*, RUFIN RAKOTOMAHARO, *est entouré de journalistes issus essentiellement de médias proches du pouvoir*, alors que les démissionnaires étaient plutôt proches de l'opposition. (D'après Matera du 05/05/05)

*Résolution du Collectif des associations des journalistes :* " *Nous demandons l'ouverture, dans les brefs délais, des quatre radios privées (à Toliara et Toamasina) qui ont été abusivement fermées.* Telle a été la résolution prise par le collectif dans le cadre de la célébration de la *"journée*

*mondiale de la liberté de la presse». Conscient des actes de certains confrères qui visent à " détruire " l'OJM, le collectif a exhorté tous les acteurs de la presse nationale à défendre cette structure. 140 collègues ont participé à cette concertation. (D'après La Gazette du 04/05/05)*

***Fermeture des stations radio en décembre à Toamasina : l'OJM demande la levée des sanctions.*** La réouverture des stations a été au centre de l'assemblée générale de l'OJM qui s'est tenue à Toamasina, en guise de célébration de la Journée mondiale de la liberté de presse. Selon le Président de l'OJM, RUFFIN RAKOTOMAHARO, «l'OJM sollicite la levée des sanctions à l'encontre de ces stations». En attendant le procès concernant cette affaire, les démarches sont en cours et l'OJM ne serait qu'un intermédiaire. (D'après Les Nouvelles du 04/05/05)

### Visa non renouvelé pour Olivier Péguy, correspondant de RFI

Après 4 années passées en terre malgache. Les démarches effectuées depuis plus d'un mois pour obtenir la prolongation de son visa se sont toutes soldées par un échec. La partie malgache n'a voulu fournir aucune explication. Cette affaire est montée très haut dans la hiérarchie administrative. Le Président de la République en a été informé par ses collaborateurs ainsi que par la représentation diplomatique française. Apparemment, ***les autorités ont obtenu leur revanche contre OLIVIER PEGUY*** à qui ils reprochent son traitement des événements post-électorales de 2001. ***Une intolérance qui pourtant n'a pas sa raison d'être car le camp de l'ancien président lui reproche exactement la même chose.*** En tout cas, OLIVIER PEGUY avait risqué sa propre vie dans l'exercice de son métier. Dans la rue, des individus ne se gênaient pas pour l'insulter. Les menaces de mort pleuvaient. Devant un tel comportement, il a préféré mettre sa vie hors de danger. Il a quitté la première fois le pays pour 2 mois vers le milieu de 2002. De retour à Madagascar, il a repris ses activités dans le même état d'esprit qu'avant : impartialité envers les différents protagonistes et amitié envers les Malgaches. En quittant Madagascar, le correspondant de RFI laisse de très nombreux amis. Le plus en vue reste le père PEDRO. (D'après Midi du 23/05/05)

Le départ d'OLIVIER PEGUY ***n'est pas pour arranger l'image du régime aux yeux de la communauté internationale.*** D'autant qu'une telle affaire ne pouvait pas plus mal tomber, dans ce climat politique soumis à de fortes perturbations. Côté diplomatique, les conséquences sont encore incalculables. Ce qui est sûr, ce qu'il n'augure pas de bonne chose avant la visite officielle du Président français à Madagascar. (D'après L'Express du 23/05/05)

Rappelons que BETSIMIFIRA FREDO, ancien ministre de l'Information de l'amiral RATSIRAKA s'était aussi opposé au renouvellement de séjour d'ISABELLE LECLERC, ancienne correspondante de RFI en 2000. ***L'histoire se répète !*** (D'après La Gazette du 23/05/05)

***RFI déplore cette décision*** qui intervient malgré la démarche effectuée par son président auprès des autorités malgaches. Ce refus s'apparente à une expulsion déguisée frappant un journaliste auquel RFI tient à rendre hommage pour la qualité de son travail. (D'après communiqué RFI du 23/05/05)

LUCIEN VICTOR RAZAKANIRINA, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, et JEAN THEODORE RANJIVASON, ministre de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales, ont déclaré ne pas être au courant. (D'après AFP du 23/05/05)

Cette expulsion sera inmanquablement interprétée comme une ***tentative de museler ou de contrôler les médias.*** Pire, il n'est pas exclu que les échos du départ forcé du correspondant de RFI dépassent les frontières de l'Hexagone. De toute façon, même si des mesures de représailles sont peu probables de la part des autorités françaises dont les interventions

furent vaines, *des mesures de rétorsion ne sont pas à exclure de la part des autorités françaises en matière de délivrance de visas.* (D'après Midi du 24/05/05)

*L'Association Mondiale des Journaux (AMJ) est saisie et a adressé un message à La Gazette pour exprimer son inquiétude sur l'avenir de la presse malgache et sur le cas particulier d'OLIVIER PEGUY.* (D'après La Gazette du 24/05/05)

*Réactions de RSF : "Aucun motif officiel appuyant cette décision abrupte et surprenante n'a été formulé", écrit RSF dans une lettre adressée au Président MARC RAVALOMANANA et reprise dans un communiqué de l'organisation. "Aussi, faute d'explications, nous sommes enclins à croire que M. Olivier Péguy a fait l'objet d'une expulsion déguisée sous des prétextes bureaucratiques", ajoute RSF. "Si tel n'est pas le cas, il est important que votre gouvernement motive sérieusement cette mesure grave prise à l'encontre d'un journaliste intègre", poursuit l'organisation.*

**Pour RSF dans son "Tour du monde de la liberté de la presse en 2004", la situation malgache serait "plutôt bonne».** Le rapport mentionne juste "certains problèmes" que pose "l'imbrication des médias et de la politique", tout en déplorant "les attaques judiciaires contre certaines radios d'opposition". Mais d'ores et déjà, on peut avancer, sans grand risque de se tromper, que l'expulsion d'OLIVIER PEGUY fera partie des incidents qui, selon RSF, "continuent de jeter une ombre sur un climat pourtant relativement libre" dont jouit jusqu'à présent Madagascar. (D'après L'Express du 25/05/05)

## **Libertés publiques**

**AZALY BEN MAROFO recouvre ses droits civiques et réintègre la police,** plus d'un an après sa sortie de prison suite à une grâce présidentielle. AZALY BEN MAROFO et son fils avaient été condamnés à 5 ans d'emprisonnement ferme en août 2003 pour *atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et violences contre des Merina et des Betsileo* lors des événements de 2002. Sa grâce présidentielle s'est donc transformée en amnistie. La police récupère ainsi un de ses meilleurs éléments. Au chapitre politique, ceci équivaut à un signal d'apaisement et de détente dans l'atmosphère délétère qui prévaut. Depuis sa remise en liberté, AZALY BEN MAROFO a choisi de ne participer à aucune activité politique. (D'après L'Express du 03/05/05)

AZALY BEN MAROFO était secrétaire d'Etat à la Sécurité publique (ministre de la Sécurité) sous le régime de RATSIRAKA. Il s'est réfugié aux Comores en juin 2002, peu avant la chute de l'ancien président. Il a été arrêté à son retour à Madagascar en mai 2003 et condamné à 5 ans d'emprisonnement ferme en août 2003.

## **Sécurité économique, anciens combattants, justice, prisons**

**Indice de sécurité économique : Madagascar 72è sur 90, selon un rapport du BIT.** Ce rapport comprend des estimations pour des pays couvrant 85% de la population mondiale. Il indique que la sécurité économique - couplée avec la démocratie et les dépenses du gouvernement en matière de sécurité sociale - bénéficie non seulement à la croissance mais contribue à la stabilité sociale. Le rapport attire l'attention sur le fait que la sécurité économique reste hors de portée de la majorité des travailleurs du monde, à peu près les trois-quarts. La majorité en effet vit dans des conditions d'insécurité économique qui amène ce que le rapport appelle "*un monde plein d'anxiété et de colère*". Dans l'indice de sécurité économique, le score le plus élevé est 1. En premier rang figure la Suède avec un score de

0,977. Maurice est placé au 33ème rang pour un score de 0,536. Pour Madagascar le score est de 0, 249. (D'après La Gazette du 02/05/05)

**Anciens combattants : toujours dans l'attente de leurs pensions !** Le 6 mai, on célèbre la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Les anciens combattants, surtout les soldats français d'origine malgache libérés l'indépendance, et ceux qui ont fait la Deuxième Guerre, se sentent lésés. Beaucoup ne peuvent encore toucher leurs pécules et leurs indemnités de guerre car le ministère de l'Economie *ne peut obtenir leur livret matricule*. La partie française a déjà donné une centaine de milliards Fmg au gouvernement RAMANANTSOA dans les années 75 mais ce dernier a bloqué ces crédits dans l'ancienne banque centrale de Madagascar. Puis, l'argent s'est évaporé. Aucun gouvernement n'a eu le courage de rendre à César ce qui est à César. Seuls 50 ou 70 livrets matricules sont encore au ministère de la Défense nationale. *Plus de 1000 ont été volontairement soustraits en 1973 dans les casernes françaises, en métropole et à la Réunion*. Les deux gouvernements devraient trouver un terrain d'entente pour sortir de l'impasse. Les droits des anciens combattants malgaches sont encore hypothétiques, alors que tout a été réglé pour leurs homologues africains. (D'après La Gazette du 04/05/05)

**Pécules des anciens combattants : le premier pas est franchi :** l'Unacm et la Direction du service national ont achevé la vérification des bénéficiaires des fameux pécules. 75 % des dossiers auront droit aux allocations. La balle est donc maintenant dans le camp des ministères de l'Economie, des Finances et du Budget et de la Défense nationale. Les anciens combattants de l'armée française ne perdent pas espoir car le Premier ministre JACQUES SYLLA les a toujours soutenu. (D'après La Gazette du 21/05/05)

**Le débat sur les pensions des militaires étrangers est relancé :** ils sont aujourd'hui 70.000 et vivent dans 23 pays du Maghreb, d'Afrique noire, de Madagascar et de l'ancienne Indochine. En 2001, le Conseil d'Etat avait jugé que la différence de traitement entre anciens combattants français et étrangers était «*une discrimination fondée sur l'origine*», contrevenant à l'article 14 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Deux ans plus tard, la France inscrivait dans sa loi de finances une remise à niveau des prestations, mais calculée en fonction du niveau de vie dans chaque pays. Façon de fermer le dossier à moindres frais. Les pensions des anciens combattants étrangers coûtent 25 millions d'euros par an à l'Etat. «*Cette disposition législative est toujours discriminatoire, donc illégale* », explique MICHEL TUBIANA, président de la Ligue des droits de l'Homme, qui se bat pour un alignement des pensions depuis une dizaine d'années. Mais seuls des recours individuels sont possibles. Alors, le gouvernement joue le temps, en comptant sur la disparition progressive de ces hommes. (D'après Le Figaro du 07/05/05)

**Les anciens combattants à Madagascar sont au nombre de 600.** La majorité a participé aux guerres d'Indochine, de Corée, d'Algérie. Regroupés dans une association présidée par ANDRIAMPARANY REGIS MAURICE, ils réclament les mêmes avantages que les anciens combattants français. (D'après Tribune du 07/05/05)

**Code pénal réactualisé :** une nouvelle édition du Code pénal intègre des dispositions qui ne figuraient pas dans l'édition de 1998, *notamment celles concernant la pédophilie*, celles relatives aux *violences sur les femmes* et aux infractions aux bonnes mœurs, ainsi que la loi portant sur la *lutte contre la corruption*. (D'après La Gazette du 18/05/05)

**11 condamnations à mort :** le tribunal de Toliara vient de rendre son verdict dans l'affaire survenue à Ankililoaka, il y a 2 ans. 11 personnes impliquées dans l'affaire de l'incendie volontaire et du meurtre d'un couple viennent d'être condamnées à la peine de mort. *Arrêtés*

*en 2003, les présumés assassins ont été détenus à la prison de Toliara jusqu'à leur procès. La décision du tribunal sort cependant de l'ordinaire. La sentence est très surprenante bien que les textes du code pénal aient depuis toujours prévu cette peine maximale. Dans l'histoire de Madagascar, seule la période coloniale fut marquée par l'exécution de la peine de mort. (D'après L'Express du 27/05/05)*

**Plus de prisonniers politiques à Madagascar :** contrairement aux affirmations de certains membres de l'opposition, le ministre de la Justice, LALA RATSIHAROVALA a clairement signifié qu'il n'y a pas de détenus politiques à Madagascar : « *Même ceux qui sont impliqués dans les affaires de 2002 ne pourraient pas être qualifiés comme tels* », a-t-elle annoncé. « *Si certains sont en prison aujourd'hui, c'est parce qu'ils ont commis des infractions de droit commun* ». (D'après La Gazette du 19/05/05)

**Le camp pénal de Miarinarivo devient un camp pilote :** 40 pensionnaires du camp ont entrepris des travaux *visant à améliorer et à renforcer l'alimentation des détenus*. Les productions récoltées ont largement dépassé les prévisions. Ces travaux entrent également dans le cadre de *l'humanisation de la détention*, au niveau de ces camps pénaux, au nombre de 220 éparpillés dans différentes localités du pays. Si tous les camps pénaux pouvaient en faire autant, et qu'on leur en donne les moyens, le problème de ravitaillement des prisons serait résolu en grande partie. De par l'expérience acquise, ce camp vient d'être élu camp pilote par l'Administration pénitentiaire. Les travaux ont été soutenus par des techniciens du CRS (Catholic Relief Service) et de l'ACP (Aumônerie catholique des prisons). (D'après Les Nouvelles du 27/05/05)

**Indépendance de la justice : le SMM demande la réorganisation du CSM** dont le président n'est autre que le chef de l'Etat. Dans son état actuel, *les membres de droits, nommés par l'exécutif, sont plus nombreux que ceux qui sont élus*, ce qui ne garantit pas l'indépendance des magistrats vis à vis de l'exécutif. Dans la perspective de recomposition du CSM, le syndicat exige que les magistrats soient impliqués dans le processus sans pour autant minimiser l'apport des consultants étrangers, notamment de l'UE. Aux yeux du SMM, la composition actuelle du CSM se présente comme épée de Damoclès sur les magistrats dans l'exercice de leur fonction. (D'après Tribune du 27/05/05)

## **Discriminations, droits des femmes, droit du travail, sans abris**

**Le cadre malgache s'appauvrit, alors que les techniciens étrangers des grandes firmes privées sont de mieux en mieux payés :** la différence de traitement entre cadres expatriés et cadres locaux dans les grandes sociétés ayant des filiales à Madagascar fait poser beaucoup de questions. Pour ne prendre que le cas des techniciens, les cadres malgaches se considèrent généralement plus compétents que les expatriés aussi se sentent-ils lésés. Le souhait est aussi de voir augmenter le nombre de cadres nationaux dans ces grandes entreprises, comme l'avaient proposé les responsables de la privatisation en leur temps. Ce souhait est loin d'être facilement réalisable quand on sait que même la plus haute instance de l'Etat, en l'occurrence la Présidence, a aussi son collègue de conseillers...étrangers. . (D'après Midi du 07/05/05)

**Equité dans la nomination aux hauts emplois de l'Etat :** selon MARSON EVARISTE, membre de la mouvance présidentielle, « *dans la nomination des hauts employés de l'Etat, beaucoup de nos concitoyens sentent un certain deux poids deux mesures. On a l'impression qu'un groupe est favorisé au détriment des autres* ». Pour éviter toute interprétation tribaliste, MARSON EVARISTE précise : « *Il ne s'agit pas là d'un contingentement ! Mais, pour un développement véritablement*

*rapide et harmonieux, il est temps de responsabiliser les **ressources humaines compétentes de toutes les régions**. Le pays a suffisamment des cadres valables, issus de tous les coins... Et l'histoire politique de notre pays a prouvé que minimiser certains groupes est voué à l'échec". (D'après La Gazette du 09/05/05)*

**Les Français de Madagascar au nombre de 20.000**, selon *Libération*, sur un total de 114.217 Français résidant en Afrique. *Madagascar détient le record*. Le Sénégal est en deuxième position avec 15.235résidents, puis la Côte d'Ivoire (11 444 en 2004). En tout cas, le Malgache qui veut séjourner en France *connaît toutes les difficultés du monde pour obtenir un visa...* Ainsi va le monde ! (D'après La Gazette du 10/05/05)

**Journée mondiale contre l'homophobie** : à l'occasion de cette première édition, Act Up-Paris a décidé de mener une action de dénonciation de l'horreur homophobe dans d'autres pays et de dresser un état des lieux mondial. *L'homosexualité reste illégale dans plus de 90 pays, elle est non reconnue dans près de 80 pays, dont Madagascar*. L'homosexualité est légale dans moins de 20 pays. (D'après Actupparis.org du 17/05/05)

**Intervention de BAKOLALAO RAMANANDRAIBE présidente du Conseil Supérieur de la Lutte Contre la Corruption en faveur du droit des femmes** : elle a souligné l'importance de l'égalité entre homme et femme. *"Ces vingt années ont vu d'innombrables efforts pour combler le gouffre"*. De nos jours, beaucoup de femmes ignorent encore leurs droits basés sur la santé, la succession à l'héritage familial, le développement, l'éducation, la formation, la participation aux activités culturelles, économiques et sociales, le droit au travail et à l'intégration dans les syndicats. *"Des efforts restent à faire ciblant l'attitude de la société à vouloir rabaisser les femmes et aussi sur l'insuffisance du système pouvant renforcer cette égalité"*, note l'intervenante. (D'après L'Express du 24/05/05)

**Inspection du travail : des brigades d'inspection à créer** : pour pouvoir suivre de près les infractions au code du travail, la création de brigade d'inspection dans chaque zone industrielle est prévue cette année. Le ministère ne compte que 13 inspecteurs du travail : l'insuffisance des moyens ne permet pas de déplacements périodiques sur les lieux de dépôt des plaintes. (D'après La Gazette du 24/05/05)

**Des dortoirs pour les sans-abri d'Antananarivo** : respect des droits fondamentaux oblige. La Commune d'Antananarivo s'attelle à construire des logements pour les sans-abri de la ville. D'après les explications du maire, il ne s'agit pas de véritables foyers mais plutôt de dortoirs. (D'après L'Express du 31/05/05)

## **Syndicalisme, revendications des universitaires et des magistrats**

**1er Mai : mouvements syndicaux en perte de vitesse ou menacés ?** L'équipe de la Primature a coiffé les manifestations culturelles et sportives en relation avec cette célébration. Le Syndicat des fonctionnaires de Madagascar (SFM), proche du régime, a pu organiser ses manifestations. Celles-ci se sont surtout limitées à la culture et au sport. Les principaux syndicats ont été relégués au second plan et n'ont pas célébré la fête du travail. Depuis les déclarations du Président de la République en février, *les syndicalistes de base ont peur*, et il devient très difficile de les sensibiliser. Ils sont d'autant plus terrorisés que les corps qui ont été frappés par cette mesure sont les magistrats et les enseignants-chercheurs. Mais il ne faut pas oublier l'incursion du politique dans le monde syndical. L'époque de la 2ème République où chaque syndicat devait être affilié à un parti politique n'est pas encore totalement révolue, même si ce n'est plus la règle. Certains avancent que les manifestations

ont été annulées parce que *les organisateurs craignent une instrumentalisation politique*. (D'après L'Express du 02/05/05)

Des bruits ont circulé que des "hommes de mains" et des casseurs auraient des missions spéciales pour mater les manifestations syndicales. Les syndicats ont donc mis une croix sur leur intention de tenir un meeting *pour éviter l'affrontement*. Le préfet de police et le secrétaire général de la préfecture d'Antananarivo ont d'ailleurs décidé d'annuler toutes les manifestations relatives à la célébration de la fête du travail. Aux yeux des observateurs, une telle décision est considérée *contraire à la liberté syndicale*. (D'après Tribune du 02/05/05)

**Les travailleurs en conclave sur le thème de «l'intégration des syndicats des travailleurs dans le processus de développement économique et social».** La Conférence des Travailleurs Malgaches (CTM) organise cette rencontre internationale avec des syndicalistes mauriciens et sud-africains. Elle est placée sous l'égide du Premier ministre JACQUES SYLLA. Le choix de ce thème fait suite à la volonté des travailleurs de participer activement au développement du pays. Cet atelier a reçu l'appui de la Fondation allemande Friedrich Ebert (FFE) et vise principalement à convaincre les responsables gouvernementaux que les *travailleurs, au même titre que les employeurs, constituent un élément non négligeable en matière de développement*. (D'après L'Express du 04/05/05)

## Mouvement de grève du SMM, statut des magistrats, code de déontologie

*Les parlementaires vont revoir le texte sur le statut des magistrats courant mai.* "Nous continuerons notre grève tant que le gouvernement n'aura pas satisfait pas toutes nos revendications", a prévenu RICHARD RAZAKAVONISON, du SMM. Outre le statut, les revendications englobent les grilles indiciaires et les indemnités. En décembre, l'ajournement de l'adoption du projet de loi avait attiré la foudre des magistrats. C'est pour cette raison que le SMM a déclenché sa "grève générale illimitée". Depuis, les déclarations de MARC RAVALOMANANA, accusant les magistrats de corruption n'ont fait qu'envenimer la situation. (D'après L'Express du 06/05/05)

**Gouvernement et SMM reprennent les négociations :** le rapprochement intervient après 4 mois de tension entre les deux parties. "Ces rencontres ont pour objectif de préparer le passage du projet de loi sur la magistrature à l'Assemblée nationale", a relevé DESIRE RANDRIANARIVELO, président du SMM. Le rapprochement s'étend à la préparation de l'atelier sur la réforme de la justice. (D'après L'Express du 11/05/05)

**La Ministre LALA RATSIHAROVALE considère la grève des magistrats comme finie :** elle estime que "tous les tribunaux fonctionnent". Le bureau syndical du SMM se cantonne à pratiquer le "service minimum en volume". L'adoption du texte relatif au statut des magistrats le 25 mai constituera un test pour les protagonistes. LALA RATSIHAROVALE confirme l'existence de "contacts" avec certains membres du SMM afin de "défendre ensemble le projet de loi" à l'Assemblée nationale. (D'après L'Express du 18/05/05)

**Moralisation de la magistrature :** dans le cadre de la lutte contre la corruption, le ministère de la Justice prévoit d'établir un véritable code de la déontologie. Un tel code peut garantir la *crédibilité* de la justice, car il vise à avoir des magistrats à la compétence technique incontestée et au comportement moral accepté. Il vise également à œuvrer pour la moralisation de la profession afin que les juges suivent une ligne de conduite dictée par certaines considérations et aient une vie extra-professionnelle exemplaire. Le projet de loi en la matière a-t-il été distribué à tous les magistrats, pour avis. (D'après Midi du 18/05/05)

**L'adoption du projet de loi de nouveau reportée - Incertitude sur le statut des magistrats.** "Face à trois textes différents, nous sommes dans l'expectative", explique SAMUEL

RAKOTONANDRASANA, président de la commission juridique. Le député fait référence au projet initial déposé par le gouvernement au Sénat, à celui amendé par la Chambre haute et enfin à celui que l'Assemblée a modifié. Le SMM voit d'un mauvais œil ce va-et-vient du texte. (D'après L'Express du 26/05/05)

**SECES : congrès national les 30 et 31 mai.** "Souveraineté nationale et Etat de droit". Tel est le thème qui sera débattu durant le congrès national des enseignants-chercheurs. "Ces derniers temps, des décisions du régime en place ont trop tendance à privilégier des étrangers et leurs compétences, au détriment des nationaux", ont fait remarquer des syndicalistes. En ce qui concerne l'Etat de droit, le SECES « accouchera de nouvelles stratégies qui mettront entièrement à nu les pratiques abusives, illégales et injustes de l'actuel régime », ont-ils conclu. (D'après La Gazette du 24/05/05)

MIHAMITSY CYRILLE, président national du SECES n'a pas nié les liens entre ce congrès extraordinaire et la fameuse conférence nationale. (D'après Midi du 31/05/05)

## ECONOMIE

### **Banque Mondiale, FMI, OMC**

**3,5 millions de dollars de la Banque mondiale pour la santé maternelle.** Cette institution a décidé de financer la "feuille de route pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale" en accordant un crédit de 3,5 millions de dollars au ministère de la Santé et du planning familial. Dans la foulée, le projet Cresan a bénéficié d'une rallonge de crédit de 22 millions de dollars pour la *planification familiale*. Par ailleurs, la Banque mondiale entend financer à hauteur de 30 millions de dollars une *nouvelle opération de lutte contre le sida*. Ceci, en marge des 80 millions de dollars accordés dans le cadre du Crédit d'appui à la réduction de la pauvreté (Carp)", souligne JAMES BOND, son représentant. (D'après L'Express du 04/05/05)

**8 millions de dollars à trouver pour les PIC :** projet-pilote d'aménagement territorial et de développement stratégique, le projet Pôles Intégrés de Croissance (PIC) est en passe de franchir une étape fatidique. *Passé au crible par la Banque mondiale*, le dossier semble tenir la route. Cette institution, par le biais de l'IDA, *figure parmi les plus gros partenaires financiers du projet* (44% du coût total). Le secteur privé, principal concerné par le PIC, prend en charge 23% du coût total. En revanche, d'ici la présentation du projet auprès de la Banque mondiale le 7 juillet, le PIC se doit de trouver 8 millions de dollars, soit près de 3% du total. Une table ronde des bailleurs de fonds du projet PIC est prévue en juin pour trouver une solution. Pour mémoire, *le projet PIC consiste à réaliser au niveau de 3 pôles une plateforme d'infrastructures pour le développement industriel par le biais de Zones Franches Industrielles et la création d'une Agro technopole* à Antsirabe, *le développement du tourisme* à Nosy Be et à Tolagnaro, ainsi que de *développement de l'exploitation minière* à Toalgnaro. (D'après Les Nouvelles du 14/05/05)

**L'OMC à la rescousse de l'économie nationale :** le secteur privé a lancé un cri d'alarme face à *l'invasion des produits importés*. "Les petits pays en voie de développement sont les plus exposés aux conséquences de la libéralisation du commerce mondial", a fait remarquer le ministre de l'Industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé. Le secrétariat de l'OMC a organisé un atelier d'information pour donner au secteur privé et à l'administration les informations nécessaires pour *constituer une défense commerciale*. L'OMC a prévu une

série de *mesures correctives pour protéger les petits pays des dispositions commerciales qui nuisent aux intérêts du secteur privé*. Elles permettent aux membres de s'écarter des principes fondamentaux du libre commerce (mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde). Si la preuve d'une situation désavantageuse est mise à jour, il est possible pour le pays d'imposer un relèvement des droits de douane. Il est également possible d'imposer des contingents d'importation. (D'après L'Express du 03/05/05)

## **Coopération, bailleurs de fonds, dette extérieure**

**RAVALOMANANA attend ALLIOT-MARIE** : le Président a profité de la venue du général BERNARD THORETTE, chef d'Etat-major de l'armée de terre française pour lui rappeler "*deux promesses faites par Madame la ministre depuis décembre*" en ce qui concerne sa venue à Madagascar. Les Forces armées sont en collaboration étroite avec le gouvernement français. Des experts venus de l'Hexagone ont même participé à l'audit de leurs homologues. Cet audit avait pour objectif la *réorganisation de l'armée malgache*. Désormais, la priorité assignée à l'armée et à la gendarmerie concerne la *sécurisation du monde urbain et rural*. Cette demande présidentielle est donc la suite logique de la coopération entre les deux pays en matière de défense. Le Président a profité de l'occasion pour faire connaître à son hôte les *besoins du pays en matière de surveillance de nos côtes*. (D'après L'Express du 03/05/05)

**Madagascar obtient 1,4 million d'euros d'aide de l'AFD pour sa filière crevette** : ce projet vise à mettre en place un dispositif de *surveillance sanitaire* de la filière : mise à niveau de la réglementation, formation de l'autorité compétente et création d'un laboratoire d'épidémiologie-surveillance sous la direction de l'Institut Pasteur de Madagascar, afin que les exportations malgaches puissent répondre aux exigences des normes internationales, premier facteur de blocage. (D'après Xinhuanet du 21/05/05)

**Une subvention de 12,5 millions de l'AFD pour la réhabilitation du port d'Antsiranana**. Le réaménagement des installations portuaires permettra de traiter efficacement un trafic atteignant jusqu'à 410.000 t/an. Les travaux s'achèveront en 2007.

**Développement des relations avec la Thaïlande** : entre 300 et 400 Thaïlandais résident à Madagascar. Près de 300 d'entre eux travaillent dans le secteur minier et on estime que chaque opérateur génère 3 à 4 emplois pour les nationaux. Les Thaïlandais commencent à s'investir dans le secteur du tourisme. Une association Mada-Thaï a bâti un centre hospitalier dans une zone importante zone d'exploitation. Bon nombre de nationaux s'intéressent également à la Thaïlande. Le consulat enregistre 25 demandes de visas par jour. L'octroi des bourses pour nos étudiants est également en vue. (D'après Midi du 10/05/05)

**Journée de l'Europe - Madagascar cité en exemple par JEAN CLAUDE BOIDIN**, chef de la délégation de la Commission européenne : "*La coopération que nous avons avec votre pays est aujourd'hui reconnue comme un modèle parmi les pays ACP*", souligne-t-il. Il rappelle que l'UE n'est pas qu'un "*bailleur de fonds*" mais aussi une oreille attentive et une mine d'opportunités. (D'après L'Express du 10/05/05)

**Nouvelles missions pour les ambassadeurs** : le Chef de l'Etat a rencontré nos ambassadeurs pour leur préciser leurs nouvelles missions. Ils ont désormais à assurer *la promotion de Madagascar, la mise en place d'un climat propice et incitatif aux investissements, la valorisation des ressources naturelles et humaines*. Entreprise inédite, qui rendra caduque la

vision traditionnelle de leur fonction. L'ouverture au monde interpelle chaque ambassadeur dans sa manière de « gérer » les relations bilatérales. (D'après *Midi* du 11/05/05)

## **Autosuffisance en riz et sécurité alimentaire**

**Du riz et du sucre importés à gogo :** parallèlement à l'arrivée des fameuses 920 vaches laitières, d'importants lots de riz et sucre ont aussi été débarqués à Tomasina. Ainsi, une cargaison de 29 000 t de riz, en provenance de l'Inde, a été réceptionnée sans faire l'objet d'une attention particulière, tant c'est désormais fréquent de voir sortir du port du riz asiatique (indien, thaïlandais ou pakistanais). *L'Asie n'est-elle pas devenue le grenier à riz de Madagascar ?* Un lot de 18 000 t de sucre a également été débarqué d'un bateau sud-coréen. Du riz et du sucre importés qui illustrent le *déficit alimentaire qui frappe la Grande Ile*. Jusqu'à quand va-t-on importer ce genre de marchandises que notre pays peut aisément produire en abondance ? Qui a intérêt à ce qu'on importe, toujours et encore, du riz ? (D'après *La Gazette* du 02/05/05)

**Le problème du riz persiste. Le riz importé sert de stock de régulation.** Le riz se vend à l'heure actuelle à Ar 700 le kg, les ménages commencent à respirer. Le riz de deuxième saison se récolte en ce moment et *la disette se termine*. Du riz importé inonde le marché, nos principaux fournisseurs étant la Thaïlande, le Pakistan et l'Inde. *Le pouvoir promet l'autosuffisance en riz cette année*. Le scénario a déjà été vécu l'année dernière mais le passage des deux cyclones a faussé les pronostics. Les importations tardives n'ont pas réussi à combler le déficit. La crise a frappé durement la population. Le gouvernement a lancé en mars un appel au secteur privé. " *Il s'agit de relancer l'importation du riz* ", a expliqué le ministre de l'Industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé. Le ministre de l'Agriculture explique cette incitation à l'importation comme *une mesure pour réguler le marché et stabiliser le prix*. De grandes quantités de riz en provenance de l'Inde sont en cours de débarquement. (D'après *L'Express* du 06/05/05)

## **Intégration régionale (COMESA, SADC)**

**Commerce international – avec le COMESA, Madagascar se prépare aux négociations sur l'agriculture :** les pays du Sud souffrent des avantages octroyés aux producteurs agricoles des pays avancés. Les gouvernements de ces pays aident leurs agriculteurs aussi bien au niveau de la production qu'au niveau de l'exportation. Cette situation permet aux pays développés d'être en position de force sur le marché mondial, aux dépens des pays moins avancés. *Le COMESA a mis en place un programme sur les négociations commerciales*, qui a pour but de *former les négociateurs* des pays membres. Ceci, dans le but de les informer sur les règles et les dispositifs en vigueur en vue des négociations qu'ils devront mener *pour protéger les intérêts de leur pays auprès de l'OMC* ou auprès des structures régionales. (D'après *L'Express* du 19/05/05)

**Mise en place d'une commission des pêches pour l'océan indien :** une commission consultative regroupant *14 Etats côtiers de l'Océan Indien* a été créée pour promouvoir une pêche responsable et l'aménagement des pêcheries dans le sud-ouest de l'océan indien, a annoncé la FAO. Cet organe s'est réuni pour la première fois à Mombasa. Les études de la FAO montrent que dans tout l'océan Indien occidental *75%des stocks halieutiques sont pleinement exploités. Les 25% restants sont surexploités* et demandent à être mieux aménagés. Au cours des 10 dernières années, *les prises ont augmenté de plus de 10%*. Les

ressources en poisson des eaux côtières du sud-ouest de l'océan Indien constituent une *source principale de protéines animales* pour de nombreuses communautés du littoral, et les exportations de produits de la pêche représentent en outre une source vitale de devises. Par exemple, Madagascar et le Mozambique ont d'importantes pêcheries de crevettes. Pourtant, ajoute la FAO, *la majorité des navires de pêche opérant dans le sud-ouest de l'océan Indien viennent d'outremer* - à commencer par l'Espagne, Taiwan, le Japon, la France et l'Uruguay. Un accord parallèle sur la coopération régionale en matière de pêche en haute mer de ressources autres que le thon est en train d'être négocié. (D'après AFP du 04/05/05)

**Les industriels locaux n'ont pas l'esprit combattant ni conquérant.** Les produits industriels malgaches ne couvrent même pas la totalité du territoire ni les besoins locaux. Cette attitude ne peut que mener à la mort lente. Les industriels locaux nous ont habitué à se plaindre mais ils n'osent pas affronter le marché. Dans ce climat, *le processus d'intégration régionale est perçu comme inquiétant* car on n'a pas de produits compétitifs à mettre sur le marché et on voit partout des loups qui sont prêts à s'accaparer de tout ce qui bouge. Allusion aux nouvelles sociétés du groupe Tiko. (D'après Tribune du 25/05/05)

## **Zones franches, investissements étranger, privatisations**

### Zones franches

*Offensive commerciale chinoise : la lumière sur les accords bilatéraux* : depuis janvier 2004, la Chine continentale a détrôné la France en tant que leader dans le secteur des zones franches puisqu'elle se trouve au 5ème rang des pays fournisseurs de la Grande Ile avec 19,8 % des expéditions pour la zone franche et plus de 45 % proviennent de Hong-Kong. La moitié des emplois créés dans la zone franche est à l'actif des entreprises à *capitaux hongkongais et mauriciens*. Les opérateurs exigent que le gouvernement indique clairement les termes des accords bilatéraux avec la Chine. En effet, la *législation malgache* ne prévoit pas encore, à l'heure actuelle, *des mesures de défenses commerciales* telles des lois anti-dumping, des mesures compensatoires et des mesures de sauvegarde. (D'après La Gazette du 04/05/05)

### Investissements étrangers, mises en concession, privatisations

*Des hommes d'affaires malais se proposent d'utiliser Maurice comme tremplin pour pénétrer Madagascar et l'Afrique continentale* : le port franc mauricien pourrait ainsi être utilisé dans le cadre de joint-ventures. Il servirait de centre de production et de distribution vers les régions ciblées. Une délégation d'hommes d'affaires malais est attendue à Maurice fin mai. Elle se rendra ensuite à Madagascar pour vérifier les possibilités d'investissement dans la Grande Ile et les facilités offertes par le gouvernement malgache. Ce redéploiement des investisseurs malais se situe dans le contexte de la globalisation et de la concurrence de la Chine. (D'après Lexpress.mu du 03/05/05)

*Accords économiques avec Maurice* : après la Réunion, c'est au tour des Mauriciens de ratifier un accord avec les Malgaches afin de promouvoir et de protéger les investissements. Tout porte à croire qu'après la ratification de cet accord, les opérateurs mauriciens débarqueront massivement. Car, depuis l'adoption de sa politique libérale, Maurice est devenue un carrefour des hommes d'affaires du monde entier. (D'après Tribune du 18/05/05)

**Mise en concession - Le terminal à conteneurs de Toamasina échoit à une société philippine** pour une durée de 20 ans. L'adjudicataire a été choisi par appel d'offres. Plus de 16 entreprises de nationalités différentes ont répondu à cet appel. (D'après L'Express du 27/05/05)

**Situation catastrophique de la Jirama sous concession de Lahmayer: le pays sombre petit à petit dans le noir.** Par suite des très graves difficultés financières de la Jirama [Eau et Electricité], qui serait sur le point d'être placée en liquidation judiciaire, plusieurs provinces ou régions sont plongées dans le noir ou souffrent de délestages longs et répétitifs. La société en faillite, gérée depuis peu par l'allemand Lahmayer, recherche une solution mais les dettes à ses fournisseurs atteignent 140 milliards Ar, et cette situation rend problématique les approvisionnements en fuel pour faire tourner ses centrales thermiques. (D'après Les Nouvelles du 13/05/05)

Total, Jovenna et Galana ont décidé de **suspendre leurs livraisons de fuel** en attendant que la Jirama paie ses arriérés. Prise au dépourvu, la Jirama a vu la plupart de ses centrales thermiques cesser de fonctionner. **"La Jirama a perdu la confiance de ses créanciers. Elle n'est plus en mesure de leur offrir des garanties"**, expliquent des techniciens. Une conférence des créanciers se tiendra prochainement. La société tentera de "négocier" ses dettes avec l'appui des institutions financières. (D'après L'Express du 17/05/05)

Un plan de redressement financier vient d'être adopté. Les autorités concernées les font connaître auprès des fournisseurs pour les rassurer. Il prévoit le **paiement des dettes par l'Etat et via l'aide budgétaire de la Banque mondiale**. Le maître mot du redressement est axé sur la réduction des coûts. Ce qui est compréhensible quand on sait que l'entreprise fonctionne à perte depuis des années et a connu de graves malversations. **La privatisation n'est guère envisageable** en raison des conséquences néfastes qui s'ensuivraient pour les consommateurs et pour l'économie, mais la situation de la Jirama est telle que l'entreprise pourrait se vendre pour une bouchée de pain. (D'après La Gazette du 13/05/05)

**Un appel de détresse a été lancé à l'endroit des bailleurs de fonds et partenaires financiers** de Madagascar pour garder le pays éclairé. L'heure est grave pour la Jirama. Cette dernière n'est plus en mesure de faire face à ses besoins en carburants pour faire tourner ses centrales thermiques qui sont encore majoritaires en terme de fourniture d'électricité. L'on a appris, lors d'une réunion à la Banque Mondiale que **d'ici dix jours, les stocks de carburants de la compagnie seront épuisés**. Cette rencontre a réuni les responsables de la Jirama, ceux du ministère de tutelle et les bailleurs de fonds et partenaires financiers du pays. Une coupure généralisée aura des répercussions graves sur la vie économique et sociale de la nation. **La grogne monte chez les industriels et la population**, du fait de ces coupures fréquentes d'électricité dans plusieurs quartiers de la Capitale. L'on reproche à la Jirama de ne pas jouer la transparence dans ce qu'elle appelle délestage tournant. Aux yeux de la population, les changements opérés à la tête de la société étaient censés améliorer la situation de celle-ci. Alors, **que les responsables fassent leurs preuves**. (D'après Midi et l'Express du 28/05/05)

Concernant le problème des stocks de carburants de la Jirama, le ministre assure que toutes les parties prenantes trouveront une solution, étant donné que l'électricité est un produit stratégique. **L'Etat s'efforce aussi de payer ses arriérés envers cette société**, avec une somme de Ar 15 milliards en 2005. (D'après Midi du 31/05/05)

L'annonce de la gravité de la situation cache mal des mesures qui seront prises incessamment, à commencer par des **licenciements** au sein de la Jirama. La seconde mesure concerne **la hausse des tarifs**, avec pour conséquence de précipiter la population déjà exsangue dans les abîmes de la pauvreté. **Mais qu'attend donc cette société allemande titulaire du contrat de gestion** pour faire preuve de son savoir-faire encensé par les

dirigeants, et pour injecter de l'argent frais en vue de sauver non seulement la Jirama mais également le pays ? (D'après Matvoonline du 31/05/05)

**Douane : menace de privatisation ?** "Je veux de votre part des **résultats rapides et durables** afin d'éviter la décision que je dois prendre si des changements notables ne sont obtenus à très court terme". C'est en substance la lettre adressée par le ministre des Finances et du Budget à tous les responsables et agents des douanes. Cette phrase est interprétée par des douaniers comme une véritable menace. D'autant plus que dans le paragraphe précédent, le ministre dit "lancer un appel pour la dernière fois". Et la menace, selon ces douaniers, n'est ni plus ni moins que la privatisation de ... l'administration douanière. (D'après La Gazette du 19/05/05) L'entrée en lice des opérateurs privés dans le service des douanes n'est plus une nouveauté. La Société Générale de Surveillance (SGS), basée en Suisse, assure déjà le contrôle de toutes les opérations douanières à Madagascar. (D'après L'Express du 31/05/05)

## **Commerce extérieur, compétitivité et sujets divers**

**Madagascar importe 920 têtes de vaches laitières de race Holstein** : ces vaches, importées de Nouvelle-Zélande, se trouvent actuellement dans un centre de quarantaine à 112 km d'Antananarivo, en attendant d'être commercialisées. L'importation de ces vaches a été faite avec précaution étant donné l'épizootie de la vache folle qui frappe le secteur. Des vétérinaires malgaches s'étaient rendus en Nouvelle-Zélande afin d'étudier la faisabilité d'une telle entreprise sur le plan aussi bien sanitaire que technique. Les résultats s'avérant positifs, le gouvernement malgache a autorisé l'importation de ces vaches laitières. (D'après Xinhuanet du 02/05/05)

«**Le pays est en danger**», selon un député de l'opposition (SPNDU). Selon les experts, notre cheptel bovin est gravement menacé par des maladies importées. Faisant fi des avis autorisés, les autorités ont déclenché cette opération en organisant une quarantaine de 2 mois qui est très insuffisante, la période d'incubation de certaines maladies pouvant atteindre les 2 ans. Ces bovins constituent **un danger non seulement pour la population mais surtout pour les animaux de la Grande Ile**. Les organismes internationaux, les bailleurs de fonds ainsi que les chancelleries étrangères brillent par leur mutisme. (D'après Tribune du 17/05/05)

**Un besoin de 200 000 têtes pour satisfaire la demande et améliorer l'équilibre nutritionnel** : la Grande Ile connaît un **très faible niveau de consommation de produits laitiers**, soit un taux de 4,5kg/personne/an, contre plus de 20kg dans d'autres pays. En termes de production, le rendement moyen est évalué à 2500kg/lactation/an contre 7.000 à 10.000kg dans les autres pays. L'objectif est de **doubler ce niveau de consommation d'ici 5 ans** tout en améliorant la production laitière. Pour satisfaire cette demande le besoin est de 200.000 vaches laitières. L'importation de géniteurs fait partie des stratégies de développement de la filière lait. L'Etat se charge du suivi sanitaire de ces animaux importés de Nouvelle Zélande, pays indemne de toutes maladies contagieuses. L'élevage de vache laitière est non seulement un secteur porteur mais constitue **un des moyens les plus efficaces pour la lutte contre la pauvreté**. (D'après Midi du 03/05/05)

«**Nous allons encore importer 10.000 à 20.000 vaches laitières d'ici 2 ans**. Elles seront réparties dans toutes les régions», a déclaré le Président de la République. Développer la filière laitière est l'une des orientations que le Numéro Un attend du grand projet pour le développement rural. Une équipe effectuera, à cet effet, une visite en Suisse. Des usines de transformation laitières seront construites dans toutes les provinces. «**Cette action créera forcément des**

concurrents à ma compagnie, a réitéré le Président RAVALOMANANA, la concurrence permet toujours de promouvoir le développement ». (D'après Midi du 21/05/05)

**Importations - Les opérateurs appréhendent la fin de la détaxation dans un peu plus de 4 mois :** 20 mois se sont écoulés depuis l'annonce de la suppression des taxes douanières à l'endroit de certains matériels et outils industriels. Les 2 ans annoncés par le président RAVALOMANANA expirent en août 2005. Les opérateurs commencent à s'organiser pour faire face à une situation qui leur sera beaucoup moins favorable, les exonérations ayant provoqué un boom des achats de biens d'équipement par les entreprises et les ménages. (D'après L'Express du 03/05/05)

**Le temps de travail fixé à 44-48 h par semaine ?** Lors de la rencontre de MARC RAVALOMANANA avec la communauté des investisseurs asiatiques, un opérateur a suggéré d'augmenter le temps de travail de 40 h à 44-48 h de manière à maintenir et attirer plus d'investisseurs dans la Grande île. Accueillie par une ovation de l'assistance, cette proposition a également emballé le chef de l'Etat. L'ayant qualifié d'«excellente idée», ce dernier a promis d'engager une réflexion sur le sujet. Que cette idée soit soutenue par des opérateurs asiatiques n'est pas une surprise car c'est dans les villes asiatiques que le temps de travail est le plus élevé. (D'après Les Nouvelles du 02/05/05)

**Exportations de sucre, un goût amer :** les exportations de sucre malgache vers l'UE sont compromises par suite de l'adoption de la *nouvelle politique sucrière européenne* qui supprime les subventions. Les prix vont chuter de 40%. Pour assurer leur autosuffisance, les européens avaient fixé dans les années 60 le prix du sucre à un niveau 3 fois plus élevé que le cours sur le marché mondial. Pour aider les pays ACP qui sont d'anciennes colonies, les européens avaient aussi accepté d'acheter le sucre à certains de ces pays. Ainsi, Madagascar bénéficiait d'un *quota annuel de 7000 t. Les effets de la mondialisation se font sentir dans la Grande Ile*. La fin de l'accord multifibre provoque déjà un repli du marché occidental et se fait sentir dans de nombreuses entreprises franches, obligées de procéder à d'importants licenciements ou à rendre plus sévères encore les conditions de travail. Le tout sous la poussée des produits exportés de Chine. (D'après Matvonline du 07/05/05)

**3 mois de sursis pour les exportateurs de crevettes :** c'est le délai que l'UE a octroyé aux autorités pour réévaluer la qualité sanitaire des infrastructures des entreprises exportatrices de crevettes. 70 bâtiments au moins sont concernés. Le statu quo est donc de mise pour l'instant, les exportations se poursuivent avec en parallèle la réévaluation. La situation est d'autant plus critique que les *moyens dont dispose les autorités sanitaires ne sont pas suffisants*. (D'après L'Express du 25/05/05)

**Avenir critique pour la vanille malgache :** enclenchée depuis la dernière campagne, la *fluctuation des cours de la vanille sur le marché mondial* n'est pas à l'avantage des producteurs malgaches. Madagascar, premier producteur mondial de vanille, souffre de la *baisse de la consommation* au niveau mondial. Le contexte était pourtant excellent il y a quelques années. Une opportunité que les producteurs malgaches n'ont pas voulu laisser passer. A cette situation s'ajoute *l'arrivée d'autres exportateurs* sur le marché mondial comme l'Indonésie, la Papouasie, l'Inde, l'Ouganda, les Comores. "Nous devons mettre en place un système de normalisation qui nous permettra de mieux nous positionner sur le marché mondial", affirment les producteurs. Les Européens imposent une stricte *traçabilité* des denrées alimentaires, dont la vanille. (D'après L'Express du 20/05/05)

**Atelier au palais présidentiel sur l' « approche par les résultats rapides » à l'intention des opérateurs économiques et des membres de la société civile.** Ces assises font suite au colloque gouvernemental, avec les mêmes intervenants étrangers de la Banque mondiale. On serine aux entrepreneurs du privé les mêmes leçons rabâchées aux ministres, secrétaires généraux et ambassadeurs. Un des orateurs officiels a d'ailleurs donné le ton en prônant la méthode inculquée aux hauts fonctionnaires : *découper le temps en 50, 100 et 150 jours, et définir des résultats dans chacune de ces tranches...* On semble vouloir dire aux opérateurs privés qu'ils ignorent leur travail. (D'après La Gazette du 10/05/05)

**L'économie fragilisée par une inflation de 26,5% sur un an :** l'économie reste fortement secouée par la flambée des cours mondiaux du pétrole et du riz. Pour preuve, un taux d'inflation de 26,5% en glissement annuel de mars 2004 à mars 2005. Mais comparativement au mois précédent, une baisse de 3,5 points est à noter. L'inflation frappe encore plus durement certaines provinces : 29,5% à Fianarantsoa, 35,2% à Toamasina, 28,7% à Mahajanga et 31,3% à Antsiranana. (D'après Les nouvelles du 11/05/05)

**Des factures toujours impayées...** Malgré les propos rassurants du ministère des Finances, force est de constater d'après les doléances de certains fournisseurs et entrepreneurs, que leurs factures restent toujours impayées à ce jour... " Il n'y a rien à craindre ". Cette déclaration du SG du ministère avait pour but de couper court aux *rumeurs selon lesquelles les caisses de l'Etat se vident*. Mais cette intervention n'a pas calmé les esprits. Des opérateurs sont mis en difficulté, les frais bancaires ne cessent d'augmenter et ils envisagent d'ester en justice. Dans certaines entreprises publiques telles que la Jirama, les arriérés de l'Etat se chiffrent en milliards. Les analystes doutent de la situation qui prévaut au Trésor Public. Dans une telle situation, l'Etat a l'habitude de recourir à des bons de Trésor ou à utiliser la planche à billet, alimentant ainsi l'inflation. (D'après Tribune du 23/05/05)

Le SG a indiqué *que le paiement des soldes et retraites des fonctionnaires n'est pas suspendu, en dépit des rumeurs*. Par contre, il reconnaît que *les recettes du premier trimestre n'atteignent pas les prévisions*, mais les contribuables commencent à acquitter leurs dus depuis avril. L'aide budgétaire, les recettes douanières et d'autres recettes fiscales rentreront aussi dans le courant du 2nd semestre, a-t-on expliqué. (D'après Midi du 21/05/05)

*«Le Trésor se trouve à court de ressources car notre taux de pression fiscale est parmi les plus bas en Afrique. Fixé à 11,4% à Madagascar, ce taux est par exemple de 25% au Kenya. Aussi, faut-il une politique budgétaire qui puisse équilibrer l'offre et la demande. En tout cas, pour moi, le problème n°1 reste le déficit de recouvrement fiscal»*, a soutenu un représentant de la Banque centrale de Madagascar. (D'après Les Nouvelles du 24/05/05)

**30% de la population active en chômage :** *le marché de l'emploi est encore très limité* à Madagascar malgré les efforts menés par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de la *politique nationale de l'emploi*, estiment des spécialistes. La mise en place de l'Observatoire malgache de l'emploi et de la formation entrepreneuriale continue (OMEF) s'inscrit dans les initiatives mises en chantier pour promouvoir le marché de l'emploi à Madagascar (D'après Xinhuanet du 21/05/05)

**Travaux publics - 143 km de routes réhabilités depuis janvier :** la réhabilitation du réseau routier figure dans les *priorités du gouvernement*. Le ministère a spécifié qu'il s'agit de la construction de 65 km de routes et de la réhabilitation de 78 km. *Ces réalisations ne représentent que 8% des travaux prévus pour 2005.* " Nous prévoyons de travailler sur 1891 km de routes pour cette année", poursuit-il. Les travaux en cours actuellement portent sur 675 km,

tandis que des contrats de réhabilitation et de construction de 200 km de routes sont déjà adjudés. "Il nous reste à lancer les appels d'offre sur les 873 km restants". L'entretien du réseau national routier, pour cette année, porte sur 4651 km. Le programme du ministère des Travaux publics sur la réhabilitation du réseau routier, qui s'insère dans le cadre des priorités "Madagascar naturellement" et "SDSP" sont autant de visions qui veulent une **croissance économique à base sociale élargie**. L'objectif stratégique est de construire, réhabiliter et maintenir 14 000 km de routes nationales jusqu'en 2008. (D'après L'Express du 31/05/05)

## **MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE**

**La diversité biologique préoccupe Madagascar** : à l'instar des 180 pays ayant ratifié la Convention sur la diversité biologique (CBD) qui est entrée en vigueur le 29 décembre 1993, Madagascar doit s'acquitter de son **rapport national sur les étapes franchies dans la réalisation de ses engagements** vis-à-vis de la communauté internationale à ce sujet. Le ministre de l'Environnement, des eaux et forêts, CHARLES SYLVAIN RABOTOARISON, a indiqué que **Madagascar est en avance** par rapport aux autres pays à méga-diversité comme ceux d'Amérique latine et d'Asie, parce qu'il a réussi non seulement à mettre en place sa stratégie nationale de gestion durable de la diversité biologique mais aussi à concrétiser des actions. "Cet atout est renforcé par l'existence du **programme national environnemental**, qui se trouve actuellement dans la phase trois ", a-t-il ajouté. (D'après L'Express du 04/05/05)

**La Ville d'Antananarivo a reçu le Prix Metropolis 2005** pour la réalisation du projet de réaménagement d'Anosibe et de ses environs. « *Le monde commence à constater les bons changements qui s'opèrent à Madagascar* », a confié le maire. Ce prix est destiné à **récompenser un projet exceptionnel dans les domaines de l'environnement, de l'éducation, de la santé, de l'habitat, des transports et de la création d'emplois**. Le réseau des villes Metropolis rassemble les grandes métropoles et les capitales à travers le monde. Il représente ainsi plus de 80 villes de plus d'un million d'habitants. (D'après Midi du 25/05/05)

**Pollution industrielle et ordures ménagères : alerte, Antananarivo explose !** Des industries polluantes, la décharge d'Andralanitra à la limite de sa capacité, **les déchets hospitaliers brûlés à ciel ouvert**, bref, des manquements au respect de l'environnement et aux normes de l'hygiène sanitaire sont passés aux cribles nos confrères de l'association des journalistes pour l'environnement. Antananarivo est dans le rouge en matière de pollution industrielle. Peu d'entreprises, et ce, sous la pression de l'administration, développent un système d'épuration d'eaux. Le rejet des eaux usées détruisent les rizières et polluent les rivières. 70% de la population est pauvre et plus de 10 000 sans-abri et déshérités vivent dans les rues. La plupart d'entre eux ont pour activité quotidienne de fouiller les bacs à ordures. Au-delà des objets en plastique et des bouteilles, ces individus recherchent surtout du charbon et des os. Les bacs à ordures sont devenus la propriété des habitués, des territoires privés auxquels aucun intrus n'est admis. Antananarivo serait la 2<sup>ème</sup> capitale mondiale la plus polluée par la circulation automobile, après Mexico. (D'après La Gazette du 27/05/05)

## **SANTE PUBLIQUE, PAUVRETE, FLEAUX & CALAMITES**

**Déchets hospitaliers - Pour la mise en application des Conventions internationales** : signataire des conventions relatives à la protection de l'environnement, Madagascar doit

s'acquitter de ses obligations, notamment en ce qui concerne les déchets hospitaliers, pour lesquels le pays a signé *la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et celle de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontalières des déchets dangereux et de leur élimination*. Beaucoup reste à réaliser en la matière. Les déchets hospitaliers, faute de recyclage ou de moyens de destruction, sont «*une menace sur la population*» puisqu'ils sont récupérés au vue et au su de tout le monde par certaines personnes. (D'après *L'Express* du 12/05/05)

**Malnutrition chronique : un enfant sur deux en est atteint.** *Les droits des enfants malgaches sont quotidiennement bafoués* : pauvreté, maladies, analphabétisme, exploitation et malnutrition. La malnutrition chronique touche 50% des enfants. Chaque année, 100 000 enfants meurent avant leur 5ème anniversaire, victimes de paludisme et d'infections respiratoires, exacerbés par la malnutrition, laquelle survient très tôt et parfois même touche les enfants avant leur naissance (11% ont un poids insuffisant à leur naissance) et de ce fait sont susceptibles de mourir durant leur premier mois avec une probabilité 2 fois supérieure à celle des enfants de poids normal. 54% des décès d'enfants de moins de 5 ans sont attribuables à la malnutrition. La phase critique de chute de croissance des enfants se situe entre 6 et 23 mois, au moment du sevrage. 21% des femmes en âge de procréer souffrent de malnutrition chronique. *Son coût économique est énorme : elle peut amputer la croissance économique de 2 à 3 points*. L'UNICEF a prévu un programme de coopération 2005-2009 dans les domaines prioritaires suivant : la survie de l'enfant, l'éducation, la lutte contre le sida et *la gouvernance pour les droits des enfants*. (D'après *Les Nouvelles* du 18/05/05)

**Journée mondiale des sages-femmes : maternité sans risques, une sage-femme pour 2265 naissances.** En 2000, seules 46% des naissances ont été prises en charge par un personnel de santé qualifié. *Un accouchement sur 2 ne se fait donc pas en toute sécurité*. La maternité sans risques est toujours un objectif à atteindre. Les taux de mortalité maternelle (469 pour 100.000 naissances vivantes) et néonatale (33 pour 1000 naissances vivantes) sont encore préoccupants. (D'après *Midi* du 06/05/05)

**L'opération de distribution de vitamine A atteint un taux de couverture de 80% :** selon SIMON RAKOTONIRINA, chef du service nutrition auprès du ministère de la Santé "la campagne de supplémentation a connu un franc succès dans les grandes villes. Par contre, elle a été moins fructueuse dans certaines zones enclavées en raison des difficultés de communication ». Plus de 3 millions d'enfants de 6 mois à 5 ans et 145 429 femmes ayant récemment accouché, ont été visés par cette campagne, *couplée à un déparasitage*. " L'objectif est de réduire de 2/3 la mortalité des enfants de moins de 5 ans, conformément aux objectifs de développement du millénaire auxquels Madagascar est partie prenante, d'une part, et de promouvoir l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants ciblés et des femmes allaitantes, dans les 8 semaines qui suivent l'accouchement, d'autre part. (D'après *L'Express* du 04/05/05)

**80% de la population urbaine consomme du sel iodé,** contre 70% auparavant selon un rapport de l'enquête démographique et de santé. Par contre, en milieu rural, la consommation est de l'ordre de 68%, en raison de la rareté de ce produit, des problèmes d'acheminement et du faible pouvoir d'achat des paysans. *L'iode est un constituant principal à la croissance*. Son manque peut entraîner un retard dans le développement mental de l'enfant et provoquer un accroissement du volume du *goitre chez l'adulte*. (D'après *Xinhuanet* du 04/05/05)

**Protection sociale : une nouvelle disposition en faveur des groupes vulnérables.** Les familles défavorisées pourront accéder au service de santé de base. Elles seront prises en

charge par le fonds IPPTE. "Ce projet du ministère de la Santé et du planning familial, dont le lancement est prévu juin, **compte couvrir un million de ménages**", a annoncé HUBERT RASOLOMAHEFA, directeur du développement des districts sanitaires auprès du Ministère. Sa mise en œuvre se fera à partir de la **distribution de cartes à chaque famille**. Le maire de chaque commune, en collaboration avec le médecin-inspecteur du district, recensera la population cible. La liste ainsi établie sera envoyée au Ministère pour délivrance des cartes. (D'après L'Express du 07/05/05)

**Protection sociale : seulement 7% de la population en bénéficiant.** Longtemps considéré comme l'apanage des nations riches, la protection sociale, a jusque là été plus ou moins négligée dans les pays en voie de développement où la première préoccupation était la croissance et les équilibres économiques. Pourtant, **c'est une nécessité d'une extrême urgence pour un pays comme le nôtre** où seulement 7% de la population en bénéficie. Sans ce système, les personnes défavorisées seront toujours condamnées à sacrifier l'éducation de leurs enfants (surtout des filles), les travailleurs sans qualification dans le secteur informel seront toujours affaiblis par l'irrégularité des revenus, les groupes vulnérables (handicapés, personnes âgées, chômeurs, les enfants...) seront toujours prisonniers de la spirale de la pauvreté et marginalisés. Les petits exploitants agricoles n'auront pas d'autres choix que de pratiquer une agriculture de subsistance. Afin de rendre plus efficace et plus étendu le système de protection sociale à Madagascar, un atelier national de validation des choix stratégiques en la matière a été organisé. (D'après La Gazette du 11/05/05)

**Antananarivo : s'endetter pour survivre.** En 2004, la situation économique des Tananariviens s'est nettement améliorée, la bonne tenue d'une partie des bas revenus a permis un recul significatif de la pauvreté, dont l'incidence revient à 22% après avoir augmenté de 19% à 29% entre 2001 et 2002. Mais **les faibles rémunérations induisent un fort endettement pour 62% des ménages**, ceux qui ont les plus faibles revenus. La population qui se déclare satisfaite de sa situation ne constitue qu'une infime minorité. La majorité, 52%, déclare vivre difficilement. (D'après Tribune du 07/05/05)

**Perception de la pauvreté à Antananarivo :** d'après l'IRD et l'INSTAT, sur 5 critères retenus (alimentation, santé, éducation, accès aux services de base, logement), **l'accès aux services de santé se révèle être le plus problématique**. 25% des Tananariviens manifestent leur extrême insatisfaction dans ce domaine. 68% de la population estiment percevoir des revenus en deçà de ce qu'ils estiment comme le minimum requis. **Mais les difficultés quotidiennes sont perçues comme étant partagées par la grande majorité.** (D'après Les Nouvelles du 07/05/05)

**Comparaison du bien-être en Afrique : Antananarivo 2ème ville où les gens vivent le plus difficilement.** Selon l'enquête de l'IRD/DIAL, Antananarivo est la 2ème ville, après Lomé au Togo où les gens pensent que leur situation de vie au quotidien est la plus difficile. Sur ces 8 capitales africaines, avec une moyenne africaine de 40% des gens qui prétendent vivre difficilement, **seuls les Tananariviens (50%) et la population de Lomé (près de 53%) sont au dessus de cette moyenne.** Bamako (21%) et Dakar (25%) sont les villes où cette proportion est la plus faible. (D'après La Gazette du 11/05/05)

**MSF : « après 12 ans de présence continue à Madagascar, nous fermons notre programme auprès des enfants en situation difficile à Tananarive ».** MSF considère avoir rempli une partie de **ses objectifs auprès des enfants et des familles vivant dans les rues**. Le programme de MSF ne touche plus maintenant cette population spécifique mais une **population plus large, dont la caractéristique est de vivre dans la pauvreté**. Cette évolution est un des effets de la politique "d'assainissement" menée depuis 2002 par les autorités de Tananarive, qui a

consisté à chasser du centre ville les personnes en situation précaire vivant dans la rue pour les " réinsérer " dans des sites ruraux. Nombre de ces familles, refusant d'être déplacées ou ne voyant pas leurs conditions de vie s'améliorer sur les sites prévus à cet effet, sont revenues assez vite en ville. Les sans-abris restés en ville s'efforcent d'éviter les harcèlements de la police municipale et sont de ce fait moins visibles dans la rue. Mais leur sort ne s'est pas vraiment amélioré. Ces dernières années, la détérioration de la situation socio-économique à Madagascar a renforcé la paupérisation, en particulier à Tananarive. 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. *La différence entre les familles pauvres qui vivaient dans la rue et les autres s'estompe. La prise en charge médico-sanitaire de la population pauvre est une question d'ordre politique, économique et sociale, qui relève des pouvoirs publics.* Il s'agit aujourd'hui de lutte contre la pauvreté... Il n'est ni dans le mandat, ni dans les compétences d'une organisation humanitaire comme Médecins Sans Frontières de se substituer aux autorités et de prendre en charge l'accès aux soins de l'ensemble la population pauvre d'une ville. (D'après MSF du 09/05/05)

MSF estime *qu'une partie des objectifs est atteinte*. 7500 enfants de moins de 18 ans vivant dans les rues ont été inscrits au programme d'accès aux soins sanitaires et disposent d'une carte MSF. Chaque année, 15 000 consultations ont été effectuées et 300 hospitalisations prises en charge. De plus, MSF a aussi mis en place un programme d'appui socio-juridique aux mineurs pour remplir le vide de l'exclusion sociale. (D'après L'Express du 14/05/05)

*Le ministre de la Santé a fait part de sa version* : ce retrait ne serait qu'un *repli stratégique* du à des raisons financières, dans lequel l'Etat malgache n'a rien à voir. Une explication tardive qui rattrapera sans doute le retard pris par rapport aux "rumeurs" *selon lesquelles MSF serait lui aussi indésirable à Madagascar.* (D'après Tribune du 25/05/05)

**Un Service des Urgences et des Catastrophes (SUCA) a été mis en place** sous la tutelle du Ministère de la Santé. Ce service regroupe des équipes sanitaires mobiles, réparties dans toute l'île et qui agit comme un groupe d'intervention rapide ayant pour mission d'atténuer les dégâts et de soutenir les victimes des cataclysmes naturels. (D'après Les Nouvelles du 04/05/05)

**Mise en place à Maurice, d'un système d'alerte au tsunami.** Il est opérationnel depuis cette semaine. Le directeur des services météorologiques a indiqué que l'installation de ce système d'alerte se situe dans le cadre d'un *projet commun de la COI et de l'UE* appelé «Synergie», démarré en 1996 et qui se termine à la fin de l'année. Ce programme ne comprenait pas initialement l'alerte au tsunami. Il a été mis au point par Météo-France. Après La Réunion et Maurice, les Seychelles, **Madagascar** et les Comores vont être dotés de ce système d'alerte. Ensuite, ce sera au tour des pays d'Afrique de l'Est, de la Somalie à l'Afrique du Sud. (D'après AngolaPress du 09/05/05)

**Madagascar accueillera en juin une conférence internationale sur les catastrophes naturelles** : une délégation de la Stratégie Internationale pour la réduction des catastrophes a choisi Madagascar parmi différents pays africains pour organiser cette conférence. Cette visite fait suite à une réunion des plates-formes nationales pour la réduction des risques de catastrophes en Afrique, qui s'est tenue au Kenya. "La participation de Madagascar dans cette rencontre a impressionné les participants", a indiqué le secrétaire du Comité National de Secours (CNS) de Madagascar. Selon lui, la stratégie de Madagascar est un modèle pour les pays francophones d'Afrique, car *la gestion des risques est insérée dans la politique de développement du pays.* En marge de cette conférence, Madagascar participera à une réunion du *Fonds de solidarité aux victimes de catastrophes naturelles, organisée par le gouvernement français à Maurice.* Cette réunion passera en revue le système d'alerte aux tsunamis mis en place au niveau de l'Océan Indien. (D'après L'Express du 18/05/05)

---

*Au 31/05/2005, 1 euro = 2475 Ariary (cours pondéré)*